

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.

PÓŁROCZNIE..... 16 fr.

ROCZNIE..... 30 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.

SIX MOIS..... 16 fr.

UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

TESCHEN

Pendant le court règne des tchèques dans la partie de la province de Teschen qui leur a été adjugée, ils y ont sévi surtout contre les écoles polonaises. Il est visible qu'ils les considéraient comme leur pires ennemies, et cherchent à s'en débarrasser avant tout. Du reste les tchèques ne dissimulent point leurs intentions et les manifestent avec une franchise qui ne manque pas parfois de cynisme. Le vice-président du Conseil scolaire à Opawa, M. Baron, déclara aux instituteurs polonais, venus chez lui pour les causes de service, qu'il n'admettra sur le territoire tchèque aucun des instituteurs qui n'ont pas voté pour les tchèques pendant le plébiscite. Du reste M. Baron espère, en général, qu'en trois ans il n'y aura plus une seule école polonaise dans la République Tchéco-Slovaque.

Donc les 200.000 Polonais n'auront plus une seule école, où ils pourraient étudier leur langue. C'est ainsi que les tchèques interprètent à leur manière le traité de Versailles, garantissant les droits polonais.

Mais notre population saura lutter pour son école nationale et ne cédera point devant la terreur tchèque.

En même temps que les écoles, les tchèques se hâtent de supprimer les communes polonaises. On en a supprimé une à Karwina, où sur 20.000 habitants, 8.000 sont tchèques et 17.300 polonais. A présent, la Commission ad-

ministrative de Karwina se compose de 36 membres, dont 20 tchèques, 7 silésiens, 4 allemands et 5 polonais! Le même sort attend bientôt les communes de Sucha, Srednia, Dolna et de Trzyniec, ainsi que les autres communes polonaises.

Les tchèques étant actuellement possesseurs de la gare du chemin de fer Koszyce-Bogumin, la population polonaise se trouve privée de la gare des marchandises, ce qui lui cause beaucoup de difficultés de douane et de transit pour renvoyer les wagons à la gare tchèque à Teschen. Vu ces circonstances, les commerçants et les marchands de Bielsko qui s'en ressentent le plus, ont adressé au gouvernement polonais un mémoire, réclamant la construction d'une nouvelle gare des marchandises à Bobrowka, près de Teschen (chemin de fer Teschen-Bielsko), pour être enfin délivrés des Tchèques.

Les fonctionnaires tchèques qui habitent jusqu'ici dans un quartier de Teschen reçoivent encore des approvisionnements polonais à prix réduit. Ceci est injuste et cause de graves pertes au trésor polonais, qui dépense déjà de grandes sommes pour approvisionner la Silésie. Les fonctionnaires tchèques payent avec des couronnes tchèques, une couronne pour quatre marks, ce qui rend l'abus encore plus grave. Il serait temps que le gouvernement polonais y mette fin.

UN SILÉSIEN.

Moscou toujours suppôt de Berlin

Lorsque Moscou sortit de son séculaire esclavage mongol, en y perdant forcément les faibles attaches slaves qui l'unissaient à sa lointaine origine, elle tourna tout de suite ses regards vers l'Allemagne et particulièrement vers la Prusse dont les appétits de conquérant insatiable lui plaisaient infiniment. De même que les chevaliers teutoniques détruisirent et annihilèrent la pauvre petite peuplade slave, installée sur les bords de la Baltique, qui s'appelait Prussiens — en lui enlevant tout jusqu'à son nom — de même les Mongols à Moscou remplacèrent de force les Russes, en camouflant l'histoire et se présentant slaves. Les origines de la Prusse orientale, berceau de tous les Hohenzollern, sont presque identiques aux origines de l'empire Moscovite et c'est ce qui explique cette traditionnelle alliance de Berlin avec Moscou, qu'on retrouve tout le long de l'histoire.

Les tsars de Moscou cherchaient des épouses presque toujours en Allemagne et les tsarines se mariaient si bien avec des princes germains, que le sang des Romanof ne fut bientôt qu'un mythe, remplacé par les Anhalt-Gothorpp. Les rois de France comprenaient très bien cette situation et se méfiaient toujours de Moscou et de son tsarisme. Une seule exception fut faite pendant

la régence du Duc d'Orléans, après la mort de Louis XIV.

Pressé par Pierre le Grand, le régent consentit à une alliance avec Moscou, dont les suites funestes ne se firent pas longtemps attendre. Ce fut la guerre de 7 ans, la trahison russe, la terrible défaite de Rosbach et la consécration de la grandeur de Frédéric II et de la Prusse.

On connaît ensuite les tractations criminelles de Catherine II, avec ce même Frédéric et le partage de la Pologne, qui scella pour toujours dans le vol l'alliance des deux larrons de Moscou et de Berlin. En 1870 lorsque l'Autriche manifesta le désir de secourir la France pour venger sa défaite de Sadowa, le tsar Alexandre II l'arrêta net en menaçant d'occuper la Galicie par ses troupes. La légende attribuant au tsar Alexandre II d'avoir arrêté en 1875 Bismarck, voulant soi-disant recommencer une nouvelle guerre contre la France, est plus que douteuse et ne change en tous cas en rien le fait, que ce même Alexandre II aida en 1870 à l'écrasement de la France.

Les Français partisans d'une alliance avec Moscou (ils devenaient de plus en plus nombreux après la perte de l'Alsace-Lorraine) s'imaginèrent facilement que le traité de San-Stefano ar-

rêtant Moscou aux portes mêmes de Constantinople, ainsi que le congrès de Berlin allaient désunir les deux empires rapaces. Il n'en fut rien. Toute la rage du tsarisme dans son échec d'hégémonie balcanique se tourna vers l'Autriche, qui dès lors devint la grande ennemie de Moscou et Alexandre III succédant à son père Alexandre II fut connu par tous ceux qui l'approchaient, comme l'un des plus grands admirateurs de Bismarck.

Malgré tous ces précédents, qui ne parlaient pas en faveur d'une alliance de la France avec Moscou pour reprendre l'Alsace-Lorraine, la pauvre France, après l'unique traité de Francfort, se sentait si isolée avec dans son flanc une plaie béante de deux provinces arrachées à leur mère patrie, qu'elle se tourna de tous côtés pour chercher l'aide et l'assistance que nécessitait sa situation. Et elle retomba malheureusement dans la faute du Régent, en signant de nouveau un traité et cette fois avec « le plus grand admirateur de Bismarck ». Lui de son côté le faisait par pur intérêt étant flatté de ce rapprochement avec Paris, qui lui donnait en outre l'espoir de bien remplir ses poches avec l'or français, ce qui touche toujours de très près chaque bon patriote moscovite. Il se garda bien de rompre ses bonnes relations avec Berlin et l'union très amicale de Moscou avec la Prusse dura comme par le passé, malgré l'alliance française.

Le dernier tsar de l'empire moscovite, Nicolas II, digne héritier du « plus grand admirateur de Bismarck », suivit pieusement la politique de son père: il râfla énergiquement et à maintes reprises tout l'or de l'épargne française et se lia d'une amitié tout à fait touchante avec son cousin Guillaume II, qui était aussi presque son beau-frère, puisque la tsarine était la sœur de la femme de Henri de Prusse, frère du Kaiser. Dans leurs lettres très fréquentes les deux empereurs se tutoyaient, s'interpellant tantôt « Kola », tantôt « Nika », et ce qui est plus grave organisaient des rendez-vous au cours de croisières soi-disant récréatives pendant lesquelles on traitait une alliance contre l'Angleterre sans en prévenir la France et on signait le traité de Bjorke qui, de l'avis même de Nicolas II (c'est le comte Izwolsky, défenseur de son maître, qui le dit, dans la « Revue des Deux-Mondes »), était tout à fait contraire aux intérêts de la France. L'ancien ambassadeur du tsar à Paris, Izwolsky, écrit en toute lettre, que Nicolas II était tellement persuadé que le traité proposé par Guillaume II était incompatible avec l'alliance franco-russe, que, pendant plusieurs mois, il refusa sa signature, mais après, parce que Guillaume II vint personnellement le prier de signer, il le signa. Nicolas II n'a donc même pas l'excuse d'avoir agi sans connaissance de cause.

Survint la catastrophe de 1914, la « grande

guerre », comme on la nomme, et qui devrait bien plutôt être appelée les deux grandes guerres conduites simultanément sur deux fronts. D'un côté c'est le tsarisme qui se ruait contre l'Autriche pour venger ses déboires balkaniques et de l'autre c'est la Prusse, violant la neutralité belge, qui mettait à exécution son rêve de domination mondiale, préparée depuis 40 ans avec tant de soin par son militarisme envahissant la France. Pendant tout le temps de cette grande mêlée des peuples, la caractéristique de ces deux guerres, conduites avec d'autres buts par de soi-disant alliés, fut tout le temps très visible. Il y eut une seule exception: l'incursion des avant-gardes cosaques en Prusse orientale, qui ne fait que confirmer la règle et qui prouve seulement ce qu'aurait pu être la guerre de 1914, si le tsar avait voulu fidèlement soutenir son alliée. Cette incursion en Prusse orientale, qui fait dire maintenant aux moscovites, partisans de l'ancien régime, que c'est eux qui ont gagné... la Marne — a tout l'air d'une action menée sans ordre, ni plan, désapprouvée par le chef suprême et n'ayant eu jamais ni suite, ni lendemain. Et Moscou recommença de nouveau à talonner l'Autriche, en ménageant la Prusse, tandis que la France se battait contre la Prusse sans avoir de haine particulière contre l'Autriche.

Du reste, les poudres accumulées avec tant de soin par le militarisme prussien et qui tôt ou tard auraient fini par provoquer une guerre mondiale, n'auraient pas éclaté encore en août 1914, si la politique néfaste et surnoise de Nicolas II dans les Balkans n'avait donné le prétexte tant convoité par Berlin. Si dans l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, Vienne n'avait pas exigé la recherche des coupables de l'attentat de Serajewo par le parquet autrichien, la Serbie aurait accepté cet ultimatum et tout se serait encore apaisé pour cette fois. Mais la recherche en Serbie par le gouvernement de Vienne des meurtriers de l'archiduc Ferdinand et de sa femme impliquait une procédure judiciaire, qui aurait fatalement abouti à dévoiler des dessous bien sales de la politique moscovite, puisque l'ambassadeur du tsar à Belgrade se suicida et le tsar se vit forcé de rejeter l'ultimatum en entrant en guerre aux côtés de la Serbie.

C. de IZYCKI.

(A suivre.)

L'OPINION ANGLAISE

L'éditorial du « Daily Chronicle », organe de M. Lloyd George, apporte aujourd'hui un jugement remarquablement net et clair sur le conflit polono-lithuanien.

Il constate avant tout que la Société des Nations ne peut pas être appelée à juger ce différend, la Lithuanie n'en faisant point partie de même que la Russie et l'Allemagne, ajoute-t-il, ses voisins les plus intéressés.

D'ailleurs, la Lithuanie s'est mise en mauvaise posture vis-à-vis de ce tribunal en violant la ligne de Curzon et en envahissant les territoires polonais situés au delà de cette ligne. Ensuite le journal dit textuellement : « De toutes les prétentions nationalistes de s'approprier les territoires d'autrui en vertu du principe historique, celle de la Lithuanie est peut-être la plus équivoque. La Lithuanie actuelle est un petit peuple arriéré et limité qui habite le ci-devant « gouvernement de Kowno » et quelques arrondissements environnants. La Lithuanie historique au contraire, embrassait d'immenses territoires qui s'étendaient jusqu'à l'Europe Centrale. C'est pourquoi la Lithuanie d'aujourd'hui émet les prétentions au sujet de portions considérables des territoires habités par les Polonais et les Blanc-Ruthènes. Le cas typique est présenté par la question du ci-devant « gouvernement de Wilno ». La grande cité de Wilno est polonaise et en partie juive, le reste de cette province contient de larges contrées

polonaises avec une majorité paysanne blanc-ruthène. Les Lithuaniens constituent ici un élément négligeable aussi bien au point de vue du nombre que de la civilisation. Pourtant ils réclament toujours Wilno en vertu du principe « historique ». La prétention russe sur cette ville, la seule qui compte à côté de la réclamation polonaise, a été récemment abandonnée par les Bolcheviks dans le traité russo-lithuanien.

Les prétentions de la Lithuanie sur la ville de Wilno sont aussi absurdes que le serait aujourd'hui celles de l'Angleterre au sujet de Calais ou de la Gascogne! Il est incroyable que des prétentions pareilles puissent être prises au sérieux. »

LES PIÈCES DES SOVIETS

C'est aujourd'hui que part pour Riga la délégation polonaise chargée de conclure, avec les Soviets, une paix durable. En dépit de l'empressement qu'a mis la Pologne à suivre les conseils de modération qu'on lui prodigue de tous les côtés, les négociations de Riga n'aboutiront probablement à rien de durable, parce que :

1° La Russie des Soviets ne renoncera jamais à détruire la Pologne pour entrer en contact, au nord, avec l'Allemagne, et au sud, à travers la Galicie Orientale, avec la Tchéco-Slovaquie. En effet, la coalition des « Etats Rouges » que les diplomates de Moscou ont réussi à former, englobe, dans leur haine commune contre la Pologne, les gouvernements de Berlin, de Vienne et de Prague. Ce sont également les dirigeants de Moscou qui pêchent dans l'eau troublée de la Lithuanie...

2° La doctrine bolcheviste ne s'accommodera jamais avec l'existence d'une Pologne dite « blanche » en dépit de la présence, à la tête du gouvernement de Varsovie, des socialistes comme Pilsudski et Daszynski.

Le sinistre Ioffé, qui va présider, du côté bolcheviste, aux palabres de Riga, a bien dit à Wilno, en janvier 1919, que la Pologne était un bouchon obstruant le goulot de l'Europe. Or, « le but principal du bolchevisme russe et sa principale raison d'être c'est la révolution mondiale ». La trop habile diplomatie des Rosenfeld (Kameniew), des Wulach-Finkelstein (Litvinnoff), des Warchawsky (Bronsky), aidée par la candeur des dupes et par la complicité des forbans cosmopolites, s'évertue à donner le change sur ce sujet; elle y réussit trop souvent...

Il faut, tout de même, que l'opinion française soit avertie et qu'elle cesse de se laisser du prétendu pacifisme des Soviets. La France se trouve actuellement — avec la Pologne et la Hongrie — directement visée par l'immense complot bolcheviste. Cette France qu'un organe soviétiste de Londres a osé qualifier de « chien enragé de l'Europe ».

L'Allemagne à la veille de la banqueroute

Le Financial News publie une remarquable étude sur la circulation du papier monnaie en Allemagne. La baisse du mark est due, d'après ce journal, à l'immodération avec laquelle la Reichsbank jette sur le marché des nouvelles émissions.

Depuis le commencement du mois de juillet jusqu'au 14 août une somme totale de 2.478.750.000 marks (en papier) a été mise par cette banque en circulation.

A côté du mark, proprement dit, comme l'on sait, on use largement en Allemagne d'un autre papier qui s'appelle « Darlennkassenschein ». Pour juger du flot de papier monnaie sur le marché allemand, il faut donc additionner les billets en marks avec les « Darlen ». Or la circulation actuelle embrasse :

56.461.863.000 marks

31.233.600.000 Darlen

Au total : 87.695.363.000 marks (en papier) !

Quant à la réserve d'or, elle ne dépasse pas en Allemagne un milliard de marks et encore est-elle entièrement à la merci de l'Entente qui a le droit de la réclamer en paiement de son dû.

D'après le Financial News, cet état de choses est dû à la mauvaise organisation du Reich. Le gouvernement ne veut rien faire pour diminuer le train formidable de l'administration laissé par l'Empire. Les organisations militaires injustifiées et inutiles exigent la part léonine du budget national. Le journal anglais estime que ces organisations, en dehors des soldats et des frais

d'équipement, entretiennent environ 100.000 employés militaires largement payés et dont l'occupation principale est celle de dépenser l'argent sous d'innombrables prétextes !

Le mark allemand tombe sur les marchés étrangers dans des proportions phénoménales. Voici, d'après le Financial, son cours le 26 juin et le 21 août :

En Hollande. 100 gulden 1.309 et 1.683 mk.

— Suisse ... 100 francs 674 et 835 —

— Suède... 100 kronen 819 et 941 —

Aux Etats-Unis 100 dollars 3.700 et 4.400 —

En Angleterre. 1£58 146 et 185 —

Cette dépréciation du mark que les Allemands attribuent à « des machinations étrangères » est due uniquement au flot de papier que la Reichsbank verse dans la circulation pour servir les ambitions folles et illégales du Reich, héritier de l'Empire. Le seul remède pour l'Allemagne qui se trouve aujourd'hui au bord de l'abîme, grâce à la politique néfaste de ses dirigeants, c'est le contrôle étranger de ses finances. C'est d'ailleurs l'opinion de ceux des Allemands qui n'ont pas encore perdu la notion de la réalité.

On voit aussi que la racine du mal relève surtout de la politique qui présente ainsi un double danger pour les nations civilisées. Seul le contrôle financier des Alliés peut mettre fin à cet abus et sauver l'Allemagne au bord de la catastrophe qui la menace.

INTERVIEW AVEC M. PADEREWSKI

Dans une entrevue, que notre ancien Président du Conseil, illustre patriote, accorda au collaborateur du « Petit Journal », il déclara entre autres :

« Toute la Pologne, après l'immense effort qu'elle vient d'accomplir, désire la paix. Elle en a besoin. Les provinces de la Pologne orientale et toute la Galicie jusqu'aux abords de Léopol sont ravagées par la guerre. Dans toutes ces régions, les villages sont détruits, les villes sont pillées, le bétail et les moissons ont disparu. Nos villes du Centre et de l'Ouest sont pleines de réfugiés sans ressources. La Pologne a eu plus que sa part de deuils et de ruines, elle aspire au repos et ne demande qu'à s'organiser dans la paix. Dans ces conditions, le gouvernement polonais ne peut faire autre chose que de poursuivre les négociations avec le désir sincère de les mener à bonne fin en s'entourant de toutes les garanties possibles.

« La Pologne s'est inclinée devant la décision du Conseil suprême des puissances alliées et elle respectera, en toute loyauté, l'arrangement dont elle a accepté les termes. Mais cette démarcation, qui aurait pu, avec quelques corrections, effacer toute trace du conflit, laisse aux Tchèques des territoires où le sentiment national polonais est plus ardent et plus vivace peut-être qu'à Posen ou à Cracovie. Nous avons été pressés d'accepter ce règlement à l'heure de notre plus grande détresse, quand les armées rouges étaient aux portes de Varsovie. Ne vous étonnez donc pas s'il subsiste dans le cœur des Polonais un sentiment d'amertume qui sera lent à s'atténuer et à s'effacer.

« C'est ce sentiment qui a fait obstacle à une union plus étroite entre Polonais et Tchèques. A nos amis roumains, nous tendons les deux mains et rien ne nous sépare du peuple hellénique, ni de la nation des Serbes-Croates-Sloènes, mais, tout en ayant la volonté de garder de bonnes relations avec nos voisins tchèques, nous regrettons qu'ils n'aient pas le geste qui rendait possible l'amitié totale et la confiance sans réserve.

« Au surplus, la Pologne ne se sent pas isolée et ne se voit pas obligée de conclure à tout prix des accords nouveaux. Elle vient d'apprécier une fois de plus, dans une heure d'extrême péril, ce que vaut pour elle l'affection fraternelle du peuple français. Nous avons été sauvés par l'élan de notre jeunesse qui, mal vêtue, mal approvisionnée, courant au front pour défendre en premier lieu la Pologne, mais aussi, on peut bien le dire, la Silésie et Prague elle-même et tout ce qui est immédiatement derrière nous. Mais nous avons été sauvés aussi par les secours de la France, par les conseils de vos grands chefs, Foch et Weygand, et par l'exemple admirable que donnaient à nos soldats les officiers français marchant au premier rang avec cette intrépidité irrésistible qui est le privilège de votre grande race. »

Paderewski se recueille un instant, les yeux tournés vers les belles lignes du lac du Bourget :

« Je n'ajouterais qu'un mot, dit-il, il n'est pas impossible, après tout, que de nouveaux groupements s'or-

ganisent en Europe. Mais la Pologne n'entrera dans aucune alliance qui n'aurait pas pour premier principe la reconnaissance, la fidélité et la confiance absolue envers la France, sans aucune réserve ni arrière-pensée. »

LE JEU BOLCHEVISTE

La tranquillité qui règne sur le front interrompue par quelques actions locales de peu d'importance n'est qu'apparente.

En réalité, les Bolcheviks n'ont pas capitulé et, de même, que cela s'est produit lors de leur marche sur Varsovie, leur activité se développe simultanément sur leurs deux ailes.

En Galicie Orientale, ils tiennent absolument à ne pas lâcher les territoires qu'ils ont réussi à occuper momentanément. Il y va de leur prestige en Ukraine, où déjà un violent courant hostile commence à se manifester. La révolte paysanne prend de jour en jour plus d'ampleur et d'autre part le général Wrangel a noué des pourparlers en vue d'une action commune avec le représentant de l'Ukraine indépendante, l'ataman Petlioura.

Au nord, c'est plutôt à une action diplomatique que stratégique de leurs adversaires qu'ont affaire les Polonais. La tentative de provoquer un conflit entre les troupes lithuaniennes et polonaises aurait pu entraîner des conséquences d'une haute portée.

La Lithuanie en état de guerre avec la Pologne, c'est toute la région de Grodno et de Wilno au service des Bolcheviks, ce sont les voies ferrées partant de Grodno dans la direction de Wilno-Polotsk et de Lida-Molodetchno utilisées pour le transport des troupes et du matériel, c'est sur la rive droite du Niémen une admirable base militaire pour les futures opérations offensives contre Varsovie; c'est enfin une porte largement ouverte aux communications de la Russie soviétique avec l'Allemagne.

Et lorsqu'on prend en considération les quantités d'armes et de munitions accumulées en Prusse Orientale et la facilité avec laquelle les Allemands semblent disposés à laisser l'état-major des armées rouges puiser dans cet énorme réservoir de matériel de guerre, on peut se rendre compte de l'importance qu'aurait eu pour les Soviets de pouvoir librement disposer de la base lithuanienne.

Il ne faut pas non plus oublier que plus d'une centaine de mille de soldats rouges se sont réfugiés en Prusse Orientale. Ils commencent déjà, à la faveur des bonnes dispositions du gouvernement de Kowno, à repasser la frontière et à rejoindre les unités bolchevistes cantonnées le long du Niémen. Le jour où l'état de guerre existerait ouvertement entre la Lithuanie et la Pologne, ce serait toute une armée soviétique refaite et reformée en Prusse Orientale qui viendrait prendre à revers les troupes polonaises engagées contre les lithuaniens.

P. K.

La Pologne demande une Paix de consolidation à l'Est

La fourberie bolchévique ne s'est jamais révélée avec autant d'astuce que depuis quelques semaines. Non seulement les armées polonaises, sur l'avis du gouvernement britannique, reculaient sur les frontières ethnographiques de la Pologne, mais les armées rouges, au mépris de tout honneur et de toute loyauté, envahissaient le territoire de ce pays. Les deux compères Kamenev et Krassine en profitaient pour faire accepter par l'Angleterre les conditions de paix imposées à la Pologne et les envoyés des Soviets essayaient d'associer aux visées impérialistes de Moscou la politique malveillante de la Grande-Bretagne et la politique hésitante de l'Italie.

Mais dès le 15 août, la contre-offensive polonaise pour dégager Varsovie, a dégonflé le ballon bolchévique. Il était trop tard pour accuser la Pologne ou de songer à une revanche ou de solliciter un armistice pour pouvoir préparer un redressement de sa situation militaire. La bravoure héroïque des troupes de Pilsudski a eu sa récompense et l'habile décision de la politique française a brisé les succès éphémères des hordes de Trotsky. Comme l'ont d'ailleurs

reconnu à Lucerne M. Lloyd George et M. Giolitti, les émissaires de Lénine n'avaient pas l'intention de tenir parole au gouvernement anglais et ils essaient maintenant de se retrancher derrière les conditions de paix soi-disant agréées par le gouvernement de Londres. Il est à peine nécessaire de flétrir la perfidie de cette nouvelle manœuvre.

Le gouvernement polonais, comme l'a récemment déclaré M. Witos, n'a rien changé aux conditions de paix et le triomphe des armes ne lui a pas fait modifier son point de vue. D'ailleurs la Pologne ne se considère pas en état de guerre contre la Russie, mais contre les Bolcheviks. Elle ne veut pas profiter de sa victoire; elle repousse une paix de façade et veut une paix de justice et de sécurité, consolidant définitivement sa situation dans l'est européen. Si elle ne veut pas s'approprier des territoires incontestablement russes, elle ne veut pas davantage que la Russie s'annexe des régions, que lui conteste l'histoire, la langue, la confession religieuse. Dans les « gouvernements » où la population se trouve mélangée, il est clair que le tracé d'une frontière équitable n'est pas chose facile. Mais le gouvernement polonais est convaincu que sa bonne volonté et l'absence complète de rivalités économiques et politiques russo-polonaises faciliteront la discussion. En se conformant aux conseils de modération et de prudence que lui donne la diplomatie française, la Pologne résoudra avec tact et avec précaution les problèmes si ardues et si complexes, pour la solution desquels les Soviets devront de leur côté renoncer à leurs méthodes d'oppression et à leurs théories, dénuées de sens moral.

Maurice TOUSSAINT.

“ LA PETITE ENTENTE ”

Sous ce titre le « Berliner Tageblatt » publie un article de M. Theodor Berkess, son correspondant spécial à Belgrade, à l'occasion du voyage de M. Benès, ministre des Affaires étrangères tchécoslovaque à Belgrade et de la publication officielle du traité entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. M. Berkess expose l'histoire et le « sens véritable » de la « petite Entente ». Bien que les représentants de l'Entente jassent, selon M. Berkess, bonne mine à mauvais jeux et assurent la nouvelle alliance de leur « amitié », celle-ci n'est tout simplement qu'un effort de la part de la Yougoslavie aussi bien que de la Tchécoslovaquie pour se débarrasser de la tutelle des Alliés. M. Berkess raconte ce qu'il appelle la « pré-histoire » de la « petite Entente ». Il faut chercher ses origines dans le désir de résister aux plans d'une alliance des Etats du Danube conçue par la France et qui se grouperait autour de la Hongrie. L'idée seule de redevenir en quelque sorte les satellites de Budapest a révolté l'amour-propre des Tchèques et a blessé encore plus profondément les Yougoslaves qui ne cachent pas la prétention d'être désormais une « grande puissance ».

L'avance bolcheviste contre la Pologne et les prétendus projets de la France (M. Berkess affirme leur existence réelle) d'envoyer les troupes serbes, tchèques et peut-être roumaines, au secours de la Pologne ont fait le reste. La Russie est si populaire dans les grandes masses en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie, que « jamais aucun gouvernement ne fera marcher contre la Russie, qu'elle soit tsariste ou communiste, ni les Serbes ni les Tchèques ». Les Roumains ont, pour longtemps, assez de la guerre « et personne ne les fera marcher contre qui que ce soit ». En concluant le traité, les Tchécoslovaques et les Yougoslaves ont voulu former ensemble une véritable grande puissance pour laquelle la Hongrie ne serait jamais redoutable et qui pourrait traiter avec les Alliés

occidentaux « de puissance à puissance et non pas de parent pauvre à l'oncle millionnaire ». La Roumanie n'a pas encore officiellement et publiquement adhéré à l'alliance, mais l'attitude de ses représentants diplomatiques prouve qu'elle s'en sent solidaire. « Quoi qu'il en soit », conclut M. Berkess, « c'est une défaite de l'Entente, de la vraie, de celle qui a forgé le Traité de Versailles. »

A Strasbourg

Au cours des fêtes qui ont eu lieu dernièrement en Alsace-Lorraine à l'occasion de l'arrivée du Président du Conseil, nos compatriotes ont participé avec enthousiasme à toutes les manifestations chaleureuses dont M. Millerand fut l'objet.

Les Alsaciens-Lorrains, de leur côté, mêlèrent à leurs acclamations le cri de « Vive la Pologne ».

Le journal « d'Alsace et de Lorraine », en décrivant l'arrivée de M. Millerand, dit textuellement :

« M. le Consul de Pologne, entouré d'une délégation Polonaise, s'avance vers M. Millerand et lui exprime ses sentiments de patriote reconnaissant. Une jeune fille de Cracovie, en costume national, lui présente un magnifique bouquet, orné de rubans aux couleurs polonaises, blanc et rouge, portant l'inscription : « Les Polonais reconnaissants au défenseur de leur Patrie. »

Le Président du Conseil s'approche et en recevant le bouquet dit : « Permettez, Mademoiselle, que j'embrasse en vous la Pologne. » Et M. Millerand embrasse celle qui, à ce moment, incarne son pays.

Le Mirage russe

L'organe des socialistes indépendants « Freiheit » publiait dernièrement une série d'articles dans lesquels M. Wilhelm Dittman, député au « Reichstag » résumait ses impressions de Russie. « Tout le pouvoir aux conseils des ouvriers, des paysans et des soldats, tel fut le mot d'ordre du bolchevisme à son début. Mais ceci est du passé », dit M. Dittman. Afin de se maintenir au pouvoir, les bolcheviks ont remplacé partout l'autonomie démocratique de la population par un « système de contrainte étatiste ». La dictature du prolétariat n'est plus qu'une dictature sur le prolétariat « et le prolétariat en tant que classe lui est soumis au même titre que la stupide masse paysanne ». « Cet état de choses n'a pu être établi que grâce à la passivité et au bas niveau de culture du peuple russe ». Le parti communiste, disent les chefs, est l'avant-garde du prolétariat et comme tel gouverne en son nom appuyé sur la bureaucratie et sur l'armée rouge. Mais la grande masse des communistes eux-mêmes ne comprend que fort imparfaitement les théories fondamentales du parti. En pratique être communiste veut dire obéir aveuglément aux chefs du parti. Comme, d'ailleurs, la carte de membre du parti communiste donne un droit de priorité pour toutes les fonctions et toutes les places gouvernementales, nombreux sont les « communistes » qui s'inscrivent par pur arrivisme. Afin de préserver le parti de l'envahissement par des éléments suspects, les chefs le « purgent » de temps en temps en excluant qui bon leur semble. Les listes des membres à exclure sont faites et les exclusions prononcées sans aucune forme ni consultation du parti. Le bon plaisir du « Comité exécutif » est souverain et sans appel. Très caractéristique est la statistique professionnelle du parti communiste. Selon la statistique officielle du Comité central, sur 604.000 membres, 318.000 (55 %) étaient fonctionnaires de l'Etat ou des municipalités, 162.000 (27 %) fonctionnaires militaires ou soldats, 36.000 (6 %) employés du parti, 70.000 (11 %) ouvriers, 12.000 (2 %) employés des syndicats, 6.000 (1 %) employés de commerce. Les employés du parti et ceux du commerce sont, à vrai dire, eux aussi, des employés du gouvernement. On peut donc dire que le parti communiste s'identifie à peu près avec la bureaucratie qui a tout le pouvoir et tous les bénéfices dans le régime soviétique. Les soviets des fabriques ne sont plus qu'un organe exécutif auxiliaire. Les élections sont publiques. En outre, le Comité exécutif les annule souvent sans même motiver sa décision. Les syndicats sont, eux aussi, complètement asservis. Tout ouvrier appartient obligatoirement au syndicat de son

industrie et on prélève la cotisation sur son salaire à la caisse de l'usine. Le « commissaire » qui remplace l'ancien directeur « bourgeois » dans les usines a le pouvoir disciplinaire militaire. Malgré les dénégations officielles, les exécutions continuent: du 15 juin au 15 juillet 1920, 895 personnes ont été fusillées par ordre des « commissions extraordinaires » (Tchreswit-chaika). Il y eut, en outre, des exécutions « administratives » sans jugement, sans « paperasses ». Personne ne connaît leur nombre exact.

TRAITÉ COMMERCIAL TCHÉCO-ALLEMAND

Une délégation tchécoslovaque, chargée de négocier un traité de commerce avec la France, est en route pour Paris. Le grand public, toujours à l'affût de sensations, ne s'intéresse pas assez à la politique économique, laquelle, pourtant, préside aux conditions de notre existence quotidienne.

Aussi ignore-t-on complètement, même dans les milieux généralement bien informés, l'existence d'un traité commercial tchéco-allemand du 29 juin 1920. Le texte de cet accord n'a été nullement publié et les journaux tchèques et allemands en ont parlé d'une façon vague. En France personne n'a jamais entendu parler de cet acte qui jette pourtant une lumière singulière sur les tendances actuelles de la politique tchécoslovaque.

Certes, on comprend que le gouvernement de Prague, obligé de compter avec les trois millions de Germains qu'englobe la Bohême, fasse preuve, à l'égard des Allemands, d'un esprit de modération qui lui fait malheureusement défaut vis-à-vis des Polonais. Mais les dirigeants tchèques sont allés plus loin et leur désir d'une entente tchéco-allemande, entente économique et politique, a trouvé son expression dans le traité du 29 juin. Nous y voyons une série de clauses par lesquelles le gouvernement de Prague accorde à l'Allemagne, pour un temps indéfini, des concessions et des privilèges importants.

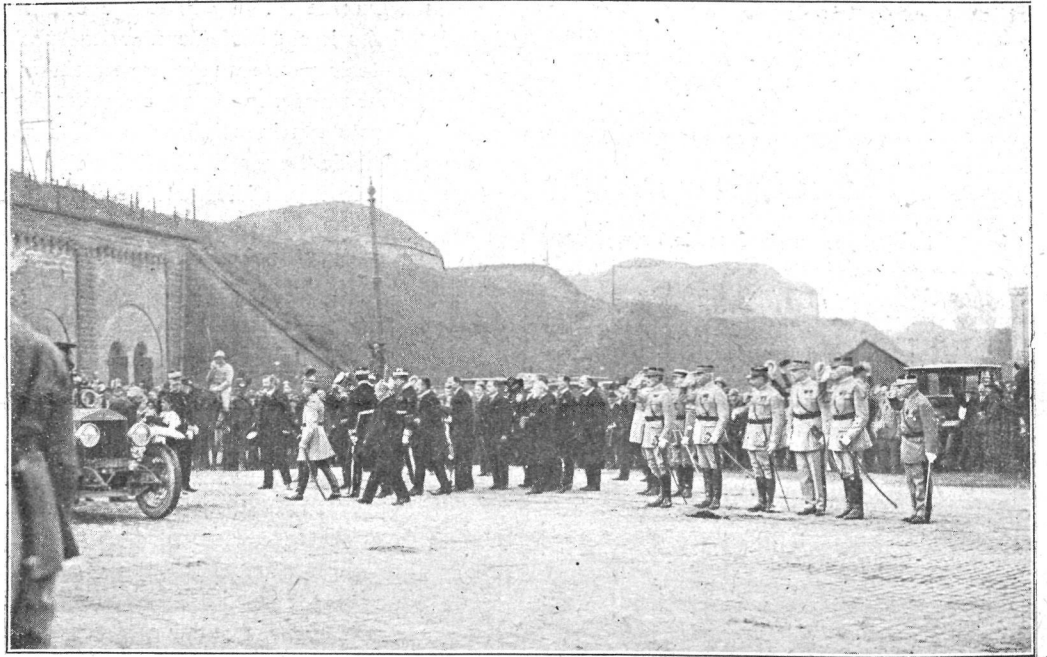
On remarquera surtout le chapitre X qui stipule au profit de l'Allemagne la clause de « nation la plus favorisée » et lui accorde des privilèges dans les douanes, impôts, valeurs mobilières et immobilières, droits d'entrée et de sortie, exercice du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, sociétés anonymes, etc.

Ce n'est pas tout. Une autre clause stipule que le gouvernement tchèque renonce en faveur de l'Allemagne — à peu d'exceptions près — à ses droits de liquidation des entreprises allemandes en Tchécoslovaquie. Il est intéressant de savoir comment le gouvernement de Prague entend accorder ce traité avec les négociations qui vont commencer à Paris.

« Défenseur de Dantzig »

Pour soumettre à l'examen de la Société des Nations le projet de constitution élaboré par l'Assemblée constituante de Dantzig, le bourgmestre de la ville libre — ce Sahn qui figure sur la liste des coupables réclamés par l'Entente à l'Allemagne — et le haut commissaire, sir Tower, vont arriver à Paris. Ainsi la question de Dantzig revient à l'ordre du jour et il n'en est pas, en effet, de plus importante pour la Pologne.

Malheureusement, jusqu'ici, l'action personnelle de sir Tower à Dantzig n'a pas été heureuse et n'a fait que compliquer une situation déjà difficile. En fixant les grandes lignes du statut de la ville libre, le traité de Versailles prévoyait d'abord une période d'organisation au cours de laquelle seraient réglés les multiples détails dans lesquels il n'était pas entré. La tâche du haut commissaire semblait être de concilier les intérêts en présence, en n'oubliant pas que, d'après les stipulations mêmes de l'article 104 du traité, l'Etat polonais devait finir par avoir la haute main sur le port et ses voies ferrées. Le « modus vivendi » à intervenir devait accorder l'exercice de ces droits avec le respect de ceux reconnus aux Dantziçois à titre personnel. Or, se considérant d'après ses propres paroles comme « le tuteur d'une petite fille, chargé de la défendre contre l'envahissement d'un grand Etat », sir Tower n'est parvenu, pendant plusieurs mois, qu'à aggraver les difficultés, qu'à irriter les conflits au lieu de les apaiser. Et son état d'esprit faisait trop bien le jeu des éléments germaniques, demeurés à Dantzig, pour que ceux-ci n'aient pas cherché à en profiter. De là, tous les incidents anti-polonais que l'on sait et aussi l'espoir



L'arrivée de M. Millerand à Strasbourg, au milieu la Délégation polonaise.
Przyjazd P. Milleranda do Strasburga; pośrodku Delegacja polska.

d'arriver pratiquement à annihiler l'effet du traité de Versailles en élaborant un projet de constitution dont les clauses sont savamment calculées pour retirer à la Pologne l'exercice des droits qui lui avaient été reconnus.

Ces prétentions auront sans doute le sort qu'exige le bon sens. Il dit que l'expérience a prouvé que la Pologne ne peut compter sur une voie ferrée traversant la Tchéco-Slovaquie pour assurer ses relations avec l'Occident, que ses intérêts économiques autant que politiques exigent la possession d'un débouché maritime, d'un « œil pour regarder l'univers ». Les négociateurs du traité de Versailles s'en étaient bien rendu compte et leur bâtarde combinaison de Dantzig, ville libre, constituait pour la Pologne le minimum de ce qui était indispensable à son existence comme nation. Aussi on ne voit pas comment sir Tower peut se poser en défenseur chevaleresque de « la petite fille » parce que la Pologne demande son dû en réclamant qu'on lui assure la libre disposition du port de Dantzig et du chemin de fer Dantzig-Varsovie. Mais s'il n'en était pas ainsi, on voit fort bien par contre quel serait le sort de la Pologne, condamnée malgré sa récente victoire à la mort par asphyxie, ce qu'y gagnerait l'Allemagne et ce qu'y perdrait la France. H. M.

BULLETIN

— L'état actuel de l'armée lithuanienne.

Selon les journaux de Bialystok, l'armée lithuanienne du front, qui ne dépassait pas au moment de l'offensive bolcheviste, 40.000 hommes et 100 canons, compte actuellement 70.000 hommes, par suite de la mobilisation de deux classes de soldats et d'officiers précédemment démobilisés. Le matériel s'est augmenté d'une quinzaine d'aéroplanes « Taube » et de plusieurs tanks, reçus d'Angleterre. L'équipement et l'armement sont allemands, une partie des uniformes anglais et américains, mais la majorité est russe. L'équipement du soldat est en bon état, cependant au point de vue moral, l'armée laisse beaucoup à désirer. (Express Télég. de l'Est.)

— Les paysans d'Ukraine se soulèvent.

Des réfugiés des territoires ukrainiens occupés par les Bolcheviks rapportent que l'envahisseur y rencontre partout de la résistance. Une organisation insurrectionnelle particulière groupe des régiments de cavalerie et d'infanterie, composée de paysans qui vivent dans leurs villages et ne se rassemblent sur l'ordre de l'autorité insurrectionnelle que pour le temps d'une expédition. Il est de règle que le village qui vient d'être occupé par un détachement bolcheviste ne lui présente pas de résistance, se soumette aux réquisitions, etc. Mais il informe les villages voisins de l'arrivée des rouges. « Les régiments d'insurgés » se rassemblent et attaquent à l'improviste les rouges cernés. Cette manière d'agir réussit souvent. L'organisation insurrectionnelle a ses tribunaux qui jugent sommairement les voleurs, les incendiaires, les pillards, les traîtres et les espions et qui appliquent à tout coupable la peine de mort.

L'adversaire le plus redoutable pour les insurgés ukrainiens est la cavalerie de Boudenny, qui massacre les insurgés et brûle les villages.

NÉCROLOGIE

Nous venons d'apprendre la mort du Prince Constantin Radziwill, un des plus anciens membres de la Colonie Polonaise en France, Président et bienfaiteur de l'œuvre de Saint-Casimir.

Le Prince Constantin Radziwill, descendant de la ligne de « Poloneczko », avait épousé Mademoiselle Blanc; il laisse deux enfants: la princesse Doudeauville et le prince Léon Radziwill, un vaillant ex-officier français, qui a contribué à l'instruction de l'Armée Polonaise en France.

Chronique financière

Le marché continue à être ballotté dans les deux sens, incapable de prendre une direction bien déterminée. Aux incertitudes du jour — et Dieu sait si elles sont nombreuses — est venue s'ajouter, cette semaine, la hausse des changes. La livre sterling, malgré les difficultés anglaises, s'est élevée à 54, le dollar à 16 francs environ; les autres changes étrangers restent à l'avant. Ce mouvement aurait, à une autre période de la Bourse, eu sa répercussion sur les cours des valeurs étrangères, qui en auraient largement profité pour monter, elles aussi. Actuellement, phénomène bizarre, ces valeurs ne montent pas et même, dans certains cas, baissent. C'est que le public ne croit pas à la durée du mouvement ascensionnel des changes et s'étant brûlé les doigts lors d'un mouvement analogue il y a 6 mois, il préfère la prudente expectative. Cependant, il est certain que le maintien des bas cours de notre franc provoquerait forcément, à la longue, la hausse des valeurs dites « à échange ».

Ainsi que nous l'avons dit, la Bourse est incolore et il y a peu de choses à dire sur le marché. Toutefois, certaines valeurs échappent nettement à l'ambiance et font preuve d'une fermeté significative. Ainsi les « valeurs de pétrole » sur lesquelles nous ne cessons d'attirer l'attention, continuent à être demandées, avec, à leur tête, la « Mexican Eagle », la « Shell », la « Royal Dutch » et la « North Caucasian ».

Les titres « aurifères » et « argentifères » sont toujours intéressants à acheter. La « El Oro » à 360, la « Camp Bird » à 44, la « Goldfields » à 78, réservent certainement à leurs acheteurs d'agréables lendemains.

Notre favorite, l'action « Monaco » justifie largement nos prévisions, en montant — le 1/5 — à 1080. Et ce n'est pas fini.

Paul LANDOWSKI.

MEMENTO

«Każdy polak uczciwym jest człowiekiem».

Nie tylko w projekcie przyszłej naszej konstytucji, lecz, co więcej, w całej dotychczasowej praktyce administracyjnej naszego rządu, brak jest ciągle pierwszego zasadniczego paragrafu, regulującego prawa, przywileje i obowiązki każdego obywatela Rzeczypospolitej...

Paragraf ten powinien brzmieć krótko i dobitnie: «Każdy polak uczciwym jest człowiekiem».

To proste, jasne orzeczenie dźwignęło by wszak odrazu każdego polaka na szczyty, podniosło by go na honorze, wzmocniło w godności i wpoilo by weni przekonanie, że zaiste cud wyzwolenia się dokonał.

Zważmy tylko bezstronnie i spokojnie. Kimże dziś jest obywatel Rzeczypospolitej w stosunku do władz, do administracji do ładu publicznego?.. Jest nędznikiem, jest podejrzanym, na każdym kroku, przez łada biurowego diapichróstem, który musi, o każdej porze dnia i nocy, dowodzić, że nie jest złodziejem, że nie jest oszustem, że nie jest zbrodniarzem, że nie jest szpiegiem bolszewickim ani bolszewickim agitatorom, że matki nie zamordował, że jego własne dziecko jest istotnie jego dzieckiem, że nie uciekł z wojska, że żyje, że nie nazywa się inaczej, że naprawdę tu mieszka... a tam i tam chce podążyć...

W Rosji carskiej, przeciętny poddany musiał się składać z duszy, ciała i paszportu. w Polskiej Rzeczypospolitej tak zwany «obywatel», krom duszy, ciała i paszportu, musi mieć jeszcze niebi, nską cierpliwosć, aby znosić te wszystkie chińskie wymagania, ktorými go władza w każdej godzinie życia obarcza, drwiąc ze wszystkiego, co się zwie honorem i poszanowaniem człowieka.

W każdym dobrze pojętem ideowo państwie są również przepisy, są zastrzeżenia ale obok nich jest dobroć, jest wyrozumialosć, jest to głębokie przeświadczenie, że, jeżeli na stu obywateli jest jeden niegodziwiec, jeden niepoń, to dla jednego nieponia czy niegodziwca nie podobna gnębić, poniewierać, maltretować dziesięćdziesiąt i dziewięciu ludzi zacnych, spokojnych, uczciwych... W każdym dobrze urządzone państwie, każdemu wiadomem jest, że żaden przestępca nie ma nigdy kłopotów z dokumentami, papierami, świadectwami, ileże, przeciwnie, te świadectwa, te papiery we wzorowym porządku, te stemple i pieczętki są jego wytrychami, są narzędziami złodziejstwa, są niezawodnymi sposobami do unikania każącej ręki sprawiedliwosci...

Kłopoty z władzami, jak u nas, w Polsce, ma tylko i jedynie człowiek cichy, czł wiek nieposzlakowany, ileże przeciwko niemu głównie zwraca się ostrze nakazów i urzędniczej zlosci, to ostrze właśnie, które ma ścigać przestępców.

Jakoż na całym obszarze nie tylko Rzeczypospolitej ale i wszelkich jej ekspozytur zaczyna się

wrzenie, wrzenie groźne, bolesne. Skargi i utyskiwania rozlegają się wszędy, w takich Stanach Zjednoczonych dochodzą do ostatnich granic cierpliwosci... Dziesiątki tysięcy luda polskiego prowadzi beznadziejną walkę z obskurantyzmem, z brakiem dobrej woli, ze złą wolą, powiedzmy wprost, urzędników państwowych polskich. Koliska cale zgłaszają się i żądają, aby pisać protesty, aby wystąpić publicznie z oskarżeniami tych właśnie upragnionych polskich znaków niepodleglosci i wyzwolenia naszego ze stuletniej niewoli.

A wszystko to plynie jedynie z braku tej kardynalnej zasady, tego jedynego paragrafu, który orzec powinien, że każdy polak uczciwym jest człowiekiem... Znaczy to, że wszystko to, co mówi polak, jest sprawiedliwe, jest prawdą, że nie należy go gnębić, poniewierać nim, maltretować go, utrudniać mu sposobu bytowania za brak świstka, za brak pieczętki. Dość bowiem polakowi rzec prawdę, aby być wysłuchanym z dobrocią, aby mu urząd rękę podał a nie odciął.

Za każde sprzeniewierzenie się tej zasadzie uczciwosci obywatelskiej polak winien być karany ciężko, karany bezwzględnie, karany bezmiłosierdzia, — lecz równocześnie winno ustać to nieustanne podejrzwowanie, ta pasja niegodziwa, zamieniająca tych, którzy mają być opiekunami, strażnikami dobra państwowego, w sfere policyjno-prześladowczą.

Odbieramy tyle skarg, tylu ludzi przychodzi do nas z płaczem, z lamentem, tyle listów dochodzi nas aż z drugiej półkuli, że zdecydowaliśmy się ogólnie sprawę tą piekącą poruszyć. I nie dlatego, by kogos tu oskarżać poszczególnie, aby, pod maską, atakować, — nie, lecz aby przekonać upartych, że pierwszą zasadą, że pierwszym obowiązkiem ich jest dobroć i wyrozumialosć, — że ta dobroć i wyrozumialosć urzędów naszych, zarówno w kraju, jak i zagranicą, może się stać podwaliną bytu narodowego, że bez tej podwaliny jesteśmy tylko niefortunnymi naśladowcami systemów przesladowczych, wprowadzonych do nas przez najeźdźców.

Summum jus summa injuria, — najwyższa nawet sprawiedliwosć jest tylko najwiękzą niesprawiedliwoscią. Pogoda serca, pogoda ducha winny zastąpić nieszczerzany biurokracyzm. Rodaka przyjmuj, jako człowieka, jako równego sobie, jako obywatela, ktorému obowiązan jesteś dopomódz a nie jako opryszka, ktoręgo usiłuje-z wykryć. Szanuj cudze przekonania, cudze poglądy, cudze wierzenia, jeżeli masz odrobinę zachowania dla własnych. Nie sądz ludzi według pieczętek, bo twoje własne pieczętki również mizernem są narzędziem. Pracuj na to, aby nasza Rzeczypospolita stała się ziemią równosci, ziemią szlachetnosci, ziemią prawdy, jak głosił przez dziesiątki lat ci, w imię których poczęła się znów do samodzielnego bytu.

Wac. Gąs.

Trybunał Obrony Państwa

Rada Obrony Państwa, stosownie do art. 2 i 3 rozporządzenia z dnia 11 sierpnia, zamianowała prezydenta i wiceprezydenta T. O. P. w osobach: Oswalda Balzera, prof. uniwersytetu lwowskiego, jako prezesa, i Antoniego Osuchowskiego, b. prezesa Macierzy Szkolnej, jako jego zastępcę.

Jednocześnie Rada Ministrów, w charakterze dwóch delegatów rządu, do składu Trybunału Obrony Państwa powołała p.p. Bronisława Sobolewskiego, b. ministra sprawiedliwosci, i generała Gologórskiego.

Ponieważ zaś pierwszym z sędziów T. O. P. jest wybrany już w tym celu przez Sąd Najwyższy sędz a tegoż sądu Z. Rymowicz, (na ktoręgo zastępców Sąd Najwyższy powołał sędziów Bresiewicz i Giżyckiego), piątym zaś członkiem kompletu wyrokującego w T. O. P. jest z urzędu, w myśl art. 2 rozporządzenia, poseł Anusz, jako przewodniczący sejmowej komisji wojkowej, lub inny poseł sejmowy zastępujący przewodniczącego tej komisji, pozostaje więc już tylko do zaplanowania wybór jednego z sędziów Najwyższego Sądu, jako szóstego członka Trybunału Obrony Państwa.

Czynności oskarżyciela pełnić będzie minister sprawiedliwosci, Nowodworski, lub wyznaczony przezeń zastępca.

Jedną z pierwszych na wokandzie Trybunału Obrony Państwa będzie sprawa generała Boruszczaka o opuszczenie Wilna bez obrony.

Utworzenie Trybunału Obrony Państwa wyjąłni niezawodnie, dlaczego wojska nasze cołaly się w takim popłochu przed bolszewikami. Nie idzie tu bowiem tylko o jednego generała Boruszczaka, który opuścił Wilno, bez bronienia go... było, niestety więcej podobnych oficerów.

NOWA GRANICA POLSKO-GDAŃSKA

Komisja graniczna, pod przewodnictwem gen. Dupont'a, wyznaczyła granicę wolnego miasta Gdańka od morza Bałtyckiego pod Sopotami, aż do Łąk (Lonkenersee). W myśl tego, Gdańsk otrzyma w większą część lasu Sorockiego w terenie wodonośnym dla wodociągów na południu od Bernadowic. Dalej otrzymuje Gdańk większą część lasu Olhwickiego z leśniczówkami: Grenz-lau, Nowe Wybudowanie (Freuenthat) terenami wodonośnymi: Goldkrug, Kiełpinek, Mały Kiełpin, Wysoki Kiełpin, Ottomni Kolbudy (Kahlbuda), Podfidlin, do linii Radauny, z urządzeniami kolejowymi i przemysłowymi, aż do wysokości Sulmina, Onapietska, Marszewska (Manschau), Oberzumermal, Majdary (Majdahnen), Nowa Wieś, Głębokie (Tiefenthal), Nowy Poręcin (Neu-Pollenczen); natomiast Polska otrzymuje:

Kolebki, Mały Kack, Wielki Kack, ochronę okręgu leśnego Tauben-Wasser ze skrawkiem lasu na zachód od leśnictwa Sonockiego i Oliwickiego, Ossowa Góra (Espenkrug, Wysoka (Wittstock) Owczarnia (Schaeferen), Lugi (Lugau) Maternia (Mattern), Kokoszki (Kokoschken), zachodnią część Wysokiego Kiełpina, część miejscowości Sulmin, miejscowości: Fitlin, Łapin (Lapin), Lichtenfeld, Skrzyszowo (Krissau), Burez (Bortsch), Kamela (Kamehken) i Nowy Polecin (Neue Pollenczen).

Termin obsadzenia nowych granic przez Polskę i Gdańk nie jest dotychczas znany. Decyzja komisji wymaga naturalnie potwierdzenia ze strony Paryża. Aż do nadejścia tego potwierdzenia, zostają w mocy dotychczasowe granice. Łasy Oliwickie i Sopockie, przyznane Gdańskowi, obejmują obszar 10 klm. kwadratowy.

Konstytucja Łotewska

Nie biorąc przykładu z ospalosci naszego Sejmu polskiego, Ustawodawczy Sejm łotewski uchwalił następującą konstytucję tymczasową:

1) Wyrazicielem w imieniu ludności Łotwy suwerennej władzy państwowej jest obrany 17 i 18 kwietnia Sejm ustawodawczy.

2) Zadaniem Sejmu ustawodawczego jest opracowanie i uchwalenie zasadniczych praw państwowych i reforma rolna.

3) Sejm ustawodawczy ogłasza i inne prawa, które okażą się potrzebne podczas jego sesji, i zatwierdza budżet państwowy i uchwała kredyty.

4) Sejm ustawodawczy ogłasza wojnę i zawiera pokój, oraz ratyfikuje umowy międzynarodowe, zawarte z innymi państwami.

5) Marszałek Sejmu ustawodawczego reprezentuje państwo zagranicą, wyznacza łotewskich i przyjmuje dyplomatycznych przedstawicieli obcych państw. W imieniu państwa ogłasza on wojnę i podpisuje umowy międzynarodowe.

6) Władza wykonawcza należy do gabinetu ministrów, pod ktoręgo zarządem znajdują się wszystkie instytucje państwowe i najwyższa władza wojskowa.

7) Gabinet ministrów tworzy osoba, zaproszona przez prezydium Sejmu ustawodawczego.

8) Gabinet ministrów odpowiada przed Sejmem ustawodawczym i winien podać się do dymisji, gdy straci jego zaufanie.

9) W państwie panuje wolność osobista, netykalność mieszkań i korespondencji, wolność druku, słowa, sumienia, zebrań, strejków, co winno być zagwarantowane przez specjalne prawa.

10) Członkowie Sejmu ustawodawczego mogą być pociągnięci do odpowiedzialności sądowej tylko za zgodą większości trzech piątych członków Sejmu.

11) Po spełnieniu swego zadania, Sejm ustawodawczy składa swe pełnomocnictwa.

BOLSZEWICY W BRODACH

Wychodzący w Częstochowie «Głos Ludu» zamieszcza wstrząsające wrażenia z wycieczki dziennikarzy polskich do Brodów.

Pierwsze to miasto, dokąd dotarli dziennikarze polscy, ohotniecy, należący do kwatery prasowej, bezpośrednio po wygnaniu hord dzikich przez dzielną grupę 18 dywizji gen. Krajewskiego.

Trupy pomordowanych leżały jeszcze w miejscie i w pobliżu, wokół zaś roznosiła się straszliwa, męcząca woń rozkładających się w upale ciał ludzkich i zabitych koni, gdyśmy dotarli do Brodów.

Stacja pusta. Ledwie przybyły oddziały nasze, zakładają pośpiesznie telegraf, telefony.

Idziemy wśród ruin—pamiątek krwawych zapasów z początku wojny. Więcej z tych potrzebnych murów przesmutna pustka zniszczenia, ktoręgo czas nie zdołał jeszcze naprawić.

W mieście żołnierzy mnóstwo, z miną radosną zwycięzców. Pozamykano sklepy — nie z obawy, lecz w szytek towar bolszewicy wywieźli.

W restauracji hotelu «Bristol», gdzie siedzi spora grupa oficerów, chcemy się czegoś dowiedzieć.

Wskazują nam jednego z obecnych mieszkańców, lekarza dr. Aufrechta, rozpoczynamy rozmowę.

Więść o przybyciu dziennikarzy wywołuje wrażenie piorunujące.

Wkrótce zapala się duża sala restauracji. Tlum biera się przed hotelem. Polacy, żydzi i rusini. Inteligencja, kupcy, włoscianie i robotni-

W STRASBURGU

W uroczystościach, jakie odbyły się w Alzacji i Lotaryngji z powodu objazdu, dokonanego przez p. Prezesa gabinetu ministrów, Milleranda, Polska była przedmiotem gorących owacji ze strony całego ludu alzacko-lotaryńskiego. Dostojnika a potężnego męża stanu witały okrzyki pełne zapału, które łączyły wszędy zawołania «Vive la France» z okrzykami «Vive la Pologne».

W Strasburgu, miejscowa Kolonia polska, z Konsulem Rzeczypospolitej na czele, wzięła udział w oficjalnym przyjęciu. Przy przyjeździe, delegacja, prowadzona przez Konsula, powitała premiera, przyczem nadobna dziewczeczka polska, w stroju krakowskim, doręczyła mu bukiet przepasany wstęgą o kolorach narodowych polskich z napisem «Wdzięczni Polacy swemu Obroncy». P. Millerand przyjął bukiet z widocznym wzruszeniem i, odezawszy się do dziewczeczki «niechże więc mi wolno będzie ucałować w tobie Polskę», ucałował ją serdecznie, co wywołało entuzjizm tłumów zebranych.

Na wydany bankiet w Strasburgu zaproszono Konsula Rzeczypospolitej z żoną i dziewczeczką polską. Było to wyróżnienie znamienne, ileż ciał konsularne na bankiet zaproszone nie było, a jedynie na poobiednie przyjęcie.

Na przyjęciu, p. Millerand rozmawiał z Konsulem; podczas tej rozmowy Konsul wyraził Mużym wdzięczność polaków dla niego i całej Francji. P. Millerand kazał przedstawić się żonie Konsula i rozmawiał z nadobną naszą krakowianką.

Liczna kolonia polska w Strasburgu, jak i w całej Alzacji i Lotaryngji może sobie powinszować sukcesu i dobrej pracy. Połączyła się, zawiązała organizacje, wzięła się ofiarnie do pracy i oto przekonała dowodnie, ile przyjaźni, ile miłości można zjednać imieniu polskiemu. Wczoraj czuła się opuszczona, bezwładna, nieśmiała, wątpiąca o swej własnej dostojności, dzisiaj poczuła w sobie moc.

Cała prasa Alzacji i Lotaryngji z okazji uroczystości wymieniała co chwila Polskę i polaków, czasopisma francuskie podkreśliły w telegramach przyjęcie delegacji polskiej a sfery półoficjalne zauważyły silnie zaznaczoną przyjaźń p. Milleranda i jego z Konsulem Rzeczypospolitej rozmowę.

Cieszymy się razem z naszymi Radakami w Alzacji i Lotaryngji, winszujemy Rodakom w Strasburgu dobrej inicjatywy i doskonałego przeprowadzenia zamierzonego planu.

Polskie Towarzystwo Propagandy i Dobroczyńności w Strasburgu spisało się dzielnie. Nowiny z uroczystości w Alzacji i Lotaryngji powitane będą przez całą Polskę z największym zadowoleniem i radością.

Wrazie zwracania się do POLONII o udzielenie informacji osobistej, prosimy o nadsyłanie marki na odpowiedź.

ZNISZCZENIE POLSKI

W miarę wypierania najeźdźców z granic Polski i powrotu władz do uwolnionych miejscowości, napływają wciąż nowe szczegóły o rabunkach, dokonanych przez hordy bolszewickie.

Ostatnio otrzymaliśmy wieści o dzikim, szczęściem, że krótkotrwałym, panowaniu barbarzyńców w okolicach Włocławka. Relacje malują smutny i ciężki obraz zniszczenia. Zboża nie ścięte, strątowane, po wsiach zrabowano literalnie wszystkie konie, dwory w Szpetalu, Bogucinie, Radomicach, Chelmicy, Karnkowie i Skempem zrabowane doszczętnie, urzędnika zaś wewnętrzne zniszczone lub wspaniałomyślnie rozdane tym, których komisarze raczyli uznać za «biednotę». Właściciel majątku Maliszew, p. Starzyński, w barbarzyński sposób został zamordowany, pomimo interwencji służby. Cenne biblioteki w dworach Karuszewskim i Skempskim rozgrabiono. Przy odwróceniu band sowieckich przez Lipno, naliczono około 7-miu tysięcy podwód z łupem. Nigdzie bolszewicy nie szczydzili kobiet, dali się we znaki w wsiach położonych dalej od szosy.

Próby stworzenia w Lipnie «rewkomu» nie powiodły się. Na czele tego organu postawiono miejscowego cieślę. Zaborowskiego, znanego i nie wiadomo dlaczego tolerowanego komunistę. Naczelnikiem straży ziemskiej został leśniczy Perkowski. Pierwszy z tych kreowanych przez wroga dygnitarzy zbiegł razem z wojskami bolszewickimi.



La Délégation de la Colonie polonaise à Strasbourg, M. le Consul de Pologne en tête, attend l'arrivée de M. Millerand.

Delegacja Kolonji polskiej w Strasburgu, z Konsulem na czele, oczekuje na przyjazd P. Milleranda do Strasburga.

Po wsiach bolszewicy spotykali się dość często z wyraźną sympatją ze strony służby folwarcznej, którą komisarze mieli po zdobyciu Warszawy, Łodzi i Włocławka uszczęśliwić wszelkimi dobrodziejstwami kosztem «burżujów» miast i wsi.

Dodać należy, że za burżujów uznano nawet ubogich chłopów, gospodarujących na kilkunastu morgach.

Ceny Warszawskie

«Kurjer Warszawski» z powodu rozpoczęcia się roku szkolnego pisze dosłownie:

Rozpoczęty świeżo nowy rok szkolny wprawia w nielada ostupienie rodziców, posiadających dzieci w wieku szkolnym.

Wpisy — 4 do 6 tysięcy mk. rocznie! Książki 600—100 mk.

Mundurek pensjonarski, najskromniejszy 2.500—3.000 mk., fartuszek szkolny 450 mk., ubranie uczniowskie 4.500—6.000 mk., kajety i inne przybory kilkaset mk. Co zaś do wpisów, w niektórych szkołach ostrzegają, iż możliwe jest podniesienie opłat do sumy 6—10.000 marek rocznie.

Co ma robić ojciec rodziny, który posiada dwoje czy troje dzieci w wieku szkolnym? Przestać je uczyć? Bo opłat obecnych, przy najlepszej woli i największym wysiłku, ponieść nie może. W opłatach wpisowych potworzą się zaległości, których spłacenie przez rodziców stanie się fikcją.

Sprawa wysokości wpisów była przedmiotem narad bardzo szczegółowych w organizacjach pedagogicznych i podczas nich ustalono zasadę, iż skoro wszystko drożeje w rozmiarach niczem nieuzasadnionych — nauczyciele za pracę swą muszą pobierać wynagrodzenie, pozwalające im na umożliwienie bytu.

Jest to stanowisko najzupełniej słuszne. Skoro szewe za uszycie pary obuwia z powierzzonego mu materiału żąda dziś 850 mk., gdy tragarz za przewiezienie w ręcznym worku rzeczy z dworca kolei do śródmieścia żąda 200 do 300 mk., gdy zdun za zalepienie dziur w piecu, co trwa 2 godziny, bierze 250 mk., a dorożkarz obrzucy stekiem cuchnących przekleństw gościa, który mu daje za niepełną godzinę jazdy 100 mk. — czemuż nauczyciel ma się skazywać na powolną śmierć głodową i wzbudzenie litości widokiem obszarpanej marynarki i obramowanej frendzelkami dolnej odzieży?

Wyniszczenie kraju przez bolszewików a dalej możliwość zawarcia pokoju z bolszewikami a więc otwarcie granicy do Rosji wycieńczonej, pozbawionej wszystkiego, niewątpliwie, pomimo wszystko, spowoduje niebawem nową podwyższoną cenę...

Przejeżdżnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestiach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych, konsularnych. Można zgłaszać się codziennie, między godzinami 5 a 6 po południu.

RZECZPOSPOLITA

✱ **Zniesienie dowództwa frontu północnego.**

Dowództwo, tak zwanego, frontu północnego zostało zniesione. Generał Haller opuścił stanowisko i wyjechał z Warszawy. Według ostatnich informacji, Express Telegraphe de l'Est, — armja ochotnicza będzie rozwiązana.

✱ **Układy pokojowe z bolszewikami.**

W dniu 18 bm. rozpoczęły się w Rydze układy pokojowe z bolszewikami. Wysłana delegacja polska upoważniona jest do zawarcia i rozejmu i pokoju.

✱ **Układy pokojowe z Litwą.**

Rząd polski, pomimo wysoce wrogiego stanowiska rządu litewskiego, który był nie tylko zaatakował wojska polskie ale który, co gorsze, pozwolił bolszewikom wolnego przemarszu przez terytorjum litewskie, poczynił wszelkie możliwe wysiłki, aby wojnę bratobójczą przerwać. Rezultatem tych zabiegów ma być spotkanie się w Kalwarji przedstawicieli Polski z przedstawicielami Litwy. Sprawę komplikuje okoliczność, iż ani Aljanci ani Liga Narodów podotąd nie uznały niepodległości Litwy.

✱ **Bezpośredni rezultat zawarcia pokoju.**

Bezpośrednim rezultatem zawarcia pokoju z bolszewikami, będzie uznanie *ipso facto*, po raz pierwszy, rządu bolszewickiego, jako prawowitego rządu rosyjskiego, przez jedno z państw sprzymierzonych. Rząd sowieców ma więc w tym razie wszystko do wygrania.

✱ **Wojna trwa.**

Wojna tymczasem z bolszewikami trwa dalej. Posuwanie się naprzód wojsk polskich zostało mocno zwolnione z uwagi na potrzebę zorganizowania tyłów armji. Bitwy toczą się bez przerwy nad Bugiem i docierają do Niemna. Bolszewicy za wszelką cenę chcieliby, na chwilę podpisywania pokoju, zdobyć jakowyś pozor zwycięstwa.

✱ **W obronie godności Naczelnika Państwa.** Rada ministrów uchwaliła przedstawić R. O. P. projekt noweli, dotyczącej ustawowej ochrony osoby Naczelnika Państwa wobec zniewag i obelg, wypowiedzianych publicznie. Prokuratorja ma z urzędu ścigać tego rodzaju występki.

✱ **Ustąpienie generała Henrysa.** Generał Henrys, szef Misji Wojskowej Francuskiej w Polsce, ustępuje z zajmowanego stanowiska. Na jego miejsce mianowany został generał Niessel. Generał Henrys, czasu pobytu swego w Polsce, zjednał sobie dużą sympatję dla swych zalet towarzyskich.

✱ **Wstrzymanie awansów i nominacji.** Rada Ministrów, na posiedzeniu swem, odbytem dnia 9 sierpnia r. b., po wysłuchaniu referatu b. ministra, Stanisława Wojciechowskiego,

Delegata Prezydium Rady Ministrów o obecnej organizacji władz centralnych i o konieczności reorganizacji — uchwała wstrzymanie nadal wszelkich awansów i nominacji, o czym rozesłane zostało zawiadomienie do wszystkich Ministerjów i Urzędów.

Rejestracja bezwyznaniowców.

Z polecenia przewodniczącego dla spraw stanu cywilnego w Łodzi, prezydenta Rzewskiego, urząd stanu cywilnego wystosował pismo do ministerstwa wyznań religijnych i oświecenia publicznego w sprawie wciągnięcia dzieci do rejestracji bezwyznaniowców i legalizacji ślubów, zawartych w. b. zaborze austriackim przed władzą polityczną, a nie duchowną, z prośbą o wyjaśnienie, czy nie byłoby wskazaniem, do czasu ujednolicenia, prawodawstwa we wszystkich trzech dzielnicach prowadzenie prowizorycznego rejestru ślubów, urodzeń i zgonów dla tej kategorii osób. W memorjale urząd wskazuje między innymi, że kodeks cywilny Napoleona, zaprowadzony u nas w roku 1808, uznawał śluby cywilne, co przez prawo mikołajewskie z roku 1836, zostało zniesione; zresztą odmowa zapisania zmian do księgi stanu cywilnego przyczynia się do prowadzenia niezgodnych z rzeczywistością o ruchu naturalnym ludności wykazów urzędu.

Prawda.

Teraz dopiero wychodzi na jaw prawda, którą przeczuwali wszyscy a o której się nie mówiło... Bolszewicy docierali nie tylko do Jabłony, pod Warszawą, lecz byli już pod samym Rembertowem!.. Az dotąd bowiem konnica bolszewicka, nie zatrzymywana żadnymi okopami, zdołała się przedostać...

Rabunek.

Wszystkie bez wyjątku czasopisma, sprawozdania wojenne stwierdzają straszne zniszczenie kraju przez bolszewików. Kradli, rekwirowali i grabili wszystko i wszystkim. Ludziom ściągali na ulicy nie tylko buty, zabierali nie tylko odzież, lecz nawet i bieliznę. Nie tylko dwory i mieszkania zamożne — lecz i najuboższe lepianki i izdebki stały się pastwą band zbójcekich. Nędza na terenach, odebranych bolszewikom, jest nie do opisania. Straty wynoszą całe miljardy! Wojska nasze zdołały tu i ówdzie odebrać część łupu, lecz bardzo drobną część. Wozy i konie objuczone bolszewicy odsyłali natychmiast do Rosji. Kmiecie polscy wszędy potworzyli, bez żadnych wezwań i nakazów zbrojne oddziały i polują na bolszewickich rabusiów, którzy kryją się po lasach.

Rozczarowanie.

Gdy bolszewicy nacierali na Łomżę i gdy obywatele ziemscy chcieli uchodzić z inwentarzem, chłopci inwentarz zatrzymywali, albowiem w swej ciemności byli przeświadczeni, że bolszewicy rozdadzą między nich wszelkie majątki posiadaczy średniej i większej własności. Dopiero wtedy, gdy bolszewicy zaczęli ich grabić i do swych szeregów porywać, rozpoczęła się ucieczka paniczna. Jednakowoż wieść o tem nie doszła jeszcze w okolicę Mławy i Ciechanowa, gdzie chłopci również nie pozwalali uprowadzać przed bolszewikami inwentarza. Wiemy o tem bezpośrednio z ust przybyłych do Warszawy obywateli. Tak wygląda polskość i rozum, patriotyzm i państwowość naszego piastowskiego chłopka. Może groza i okrucieństwa najazdu bolszewickiego otworzą oczy tym zupełnie jeszcze ciemnym warstwom, w których ręce niepoczytali frazesowicze i doktrynerzy złożyły chcieli prawie niepodzielnie losy Polski i wykrzykiwali, że tylko reakcja nie postrzeża w nich dojrzałości politycznej. Za te frazesy i za te doktryny Polska płaci drogę.

Dyplomacja Polska w Argentynie.

Z ust naocznego świadka i z ust człowieka nieposzlakowanej ścisłości i uczciwości otrzymaliśmy informacje o tem, jak się układają polskie stosunki dyplomatyczne w Argentynie. Jak o tem pisaliśmy, konsulem honorowym mianowano nieodpowiedniego czelaka niejakiego p. Szulca, urzędnika rosyjskiego, członka niemieckiej «Germanii», figurującego na czarnej liście kupców wrogich Aljantom. Więc p. Szulce zjechał, pokazał polskie dokumenty i zażądał od rządu Argentynskiego, tak zwanego, «exequatur» czyli udzielenia mu oficjalnego prawa pełnienia obowiązków konsularnych... Rząd argentyński udzielił mu oczywiście tego prawa... Alieci przyjechał niebawem do Buenos-Aires p. Reichman, mianowany zwykłym konsulem polskim, pokazał papiery i zażądał również dla siebie «exequatur», rząd Argentynski, nie mógł inaczej uczynić, jak udzielić praw p. Reichmanowi... I

zrobiły się dwa konsulaty, dwa obozy i zaczęła się walka na noże... między dwoma reprezentantami Polski. Międzynarodowe ciało konsularne zaczęło się oburzać. Ma szczęście, znalazł się poczciwy konsul francuski, który swym taktem, perswazją i prośbą i groźbą zdołał uciszyć waśń dwu konsulów i doprowadził do przerwania dalszego skandalu...

Może odnośny zwierzchnik ministerjalny w Warszawie zechce wejrzeć w te oplakane historie, domaralizujące w wysokim stopniu nasze wychodźstwo polskie za oceanem?

Ufajmy, że wejrzę, bo mu z dokumentami do oczu skoczy człek spokojny, aby przerwać lekko-myślność, która stawiała kandydatury podobne,

Przenośne fabryki bolszewickich pieniędzy.

Z miejscowości, w których hulali bolszewicy, dochodzą wiadomości, że tuż za wojskiem najeżdżały przenośne maszyny do fabrykowania rubli sowieckich. Ruble te rozdawano pękami arkuszy żołnierzom... Bolszewicy przytem ogłaszali kurs przymusowy, dwie marki polskie za jednego sowieckiego rubla!. I zaczęło się «kupowanie». To znaczy, że, bez targów, bolszewicy rozdawali tych rubli w arkuszach, ile kto żądał... Byli ludzie naiwni, którzy na tych kpinach ze zdrowego rozsądku się nie poznali... i zdobyli, wzamian za towary, stopy całej tej zupełnie bezwartościowej bibuły.

Nahajki bolszewickie.

Bolszewizm wynalazł nawet własną postępową, sowiecką nahajkę. Jeden taki egzemplarz wywieziono w Warszawie, na widok publiczny. Nahajka składa się z długiej, dębowej obsady, do której przymocowana jest, zamiast rżemienia, silna sprężyna metalowa, zakończona ołowianą kulą, wagi około trzech funtów. Jedno uderzenie takiej nahajki rozbija czaszkę ludzką, gruchocze najtwardsze kości... Takich nahajek odebrano tysiące krasnogwardziejcom sowieckim. Miały one pracować, jako oręż pokojowy... na cywilów.

Ulgi celne.

Zniesiono rozporządzenie, żądające opłaty cła w złocie od następujących towarów: tkaniny jedwabne, chustki tkane, fulary, wstążki, taśmy, tiul, tkaniny wschodnie, aksamit, plusz i szenila.

Na Fundusz Propagandy Polskiej

Na Fundusz Propagandy, stosownie do odezw naszej, otrzymaliśmy od WPP:

J. K. Tomaszewskiego 5 fr. — i od Leona Kococińskiego z Paryża 25 fr.

Razem otrzymaliśmy Fr. 30. Łącznie z ogłoszonymi w numerze 34 POLONII 500 Fr i 5 dolarów, otrzymaliśmy 530 Fr. i 5 dolarów.

Uwagze naszych Czeltników polecamy gorąco tą ważną a palącą sprawę.

Zniszczenie Włocławka.

Szkody i straty, poniesione przez Włocławek, skutkiem bombardowania są znaczne, wynoszą bowiem, po powierzchniowym obliczeniu, kilkadziesiąt milionów marek.

Najprzód pałac biskupi — gruzy. Osiem pocisków uderzyło w katedrę. Kilka przedziurawiło mur i wybuchło wewnątrz świątyni. W kościele pełno wyrw w murach i dość poważnych uszkodzeń. Nad presbiterjum zerwany częściowo dach. W wieżę, od strony wschodniej, trafiło kilka bomb. Piękny ten zabytek sztuki chrześcijańskiej i ozdoba Włocławka, po pałacu biskupim, najwięcej ucierpiał.

Seminarjum duchowne także odniosło poważne uszkodzenia. Dach poprzębijany, jedno mieszkanie doszczętnie zniszczone, wszystkie okna potłuczone. Na seminarjum padło około dziesięciu bomb.

W kolegium przy katedrze wielkie uszkodzenie. Mieszkanie dolne zniszczone. Ucierpiała także dzwonnica i kurja ks. prł. Koryckiego.

Domów prywatnych ucierpiała wielka liczba. Rzadki jest dom, w którymby nie było jakichś uszkodzeń. Wiele prywatnych mieszkań jest zdemolowanych. Włocławek przez całe trzy dni pozbawiony był światła, wskutek poprzerywania przewodników przez pociski nieprzyjacielskie.

Przy zmianie adresu, należy przysyłać markami pocztowymi 75 cent. na koszt druku nowych opasek.

OFIARY

Na Szpital dla Polski.

WPP: pani baranowa Taube 200 fr. — Bronisław Rotsztat 5 fr. Razem nadesłano 205 fr.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 34 POLONII 804 fr. 50 cent. i 100 lirów włoskich, zebrano ogółem na Szpital dla Polski 1.009 fr. 50 c. i 100 lirów włoskich.

Składki na ten cel nadchodzą za opieszale. Czytelnicy nasi nie zdają sobie sprawy z tego, że dla kraju większe ma znaczenie wyprawienie zaopatrzonego w środki Szpitala niż wysyłanie pieniędzy w gotówce... za które to pieniądze w Polsce nawet funta waty opatrunkowej kupić nie można! Jak dotąd, o ile wiemy, wyposażeniem Szpitala do Polski zajmują się tylko francuzi, — polacy złożyli podotąd tylko te tysiące franków!

Na wczasy letnie Działwy Polskiej.

Składek w tym tygodniu nie otrzymaliśmy. Zebraliśmy ogółem 2.335 Fr., z nich wypłaciłmy Opiece 2.000. W dniu pierwszym październik, składki te zamykamy, kto więc ma zamiar nadesłać ofiarę swą na ten cel, niech śpieszy. Po pierwszym październiku, darów na wczasy przyjmować nie będziemy, rachunki bowiem zamknjemy.

Na Polski Czerwony Krzyż.

WPP: Konstancy Petkowicz 10 fr. — Aleksander Sobianek 10 fr. — Jadwiga i Henryk Tryt-szlowie z Paryża 100 fr. — Władysław Łykowski z Paryża 10 fr. — Adam Samołyk z Dommiers depart. Aisne 5 fr. — Kanty Łojko, jako składkę, złożoną przez dwudziestu pracowników polskich w Le Bousquet d'Orb 70 fr. — Sakowski, rolnik, z Aubervilliers 25 fr. — Wacław Waszkiewicz z Paryża 20 fr. — Adam Brzoskiewicz z Paryża 100 fr. — Julian Unslicht 5 fr. — Wil. Henryk Brandler z Bordeaux 100 fr. — F. J. Kunze z Sainte Marie-aux-Mines 50 fr. — za pośrednictwem W. Pakulskiego z Sedanu na listę 52 fr. — na którą złożyli się WPP: Józef Rembowski 20 fr. — Wacław Pakulski 10 fr. — Stefan Karolak 7 fr. — Władysław Wojnowski 5 fr. — Longinus Bobrowski 5 fr. — i Józef Gładysz 5 fr. Razem, jak wyżej, na listę z Sedanu, 52 fr.

Za pośrednictwem Agencji Paryskiej Banku dla Handlu i Przemysłu pp: T. Szczepański 10 fr. i Cierplikowski 4 fr. 50 c. Razem 14 fr. 50 cent.

WPani Salutryńska-Colonna z Genille 22 fr. Razem w ubiegłym tygodniu zebraliśmy 593 fr. 50 cent.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 34 POLONII 8.894 fr., 3 056 Marek polskich, i 30 koron. zebraliśmy podotąd 9.487 fr. 50 cent., 3.056 Marek polsk.

Trzydzieści koron skreślamy z rachunku i zwracamy je Ofiarodawcy, ileże korony te, jako nieostemplowane, straciły wartość i zostały nam przez Bank odesłane.

Wszystkim naszym półrocznym Prenumeratorom przypominamy, że czas najwyższy odnowić przedpłatę.

↳ Zapytania.

Poczta znosi nam co dnia stopy całej listów z zapytaniem... Odpowiadamy w miarę sił, w miarę możliwości, niekiedy przecież pióro wypada nam z ręki, myśl więźnie, ramię opada bezwładnie...

Oto, dla przykładu jeden z takich listów, nadesłany nam przez dzielnego pracownika polskiego z departamentu Eure i Loire.

Korespondent nasz zapytuje, co ma odpowiedzieć zapytującym go ustawicznie francuzom-robotnikom....

«Dlaczego wście, polacy, tutaj przyjechali i pracujecie spokojnie podczas, gdy wasza ojczyzna jest w niebezpieczeństwie?..»

«Wszak powinniście jechać do swego kraju; tam nasi francuzi za was się biją a wy, tutaj, chcecie robić majątki, dlaczego?»

«U nas tyle kalek i inwalidów tylu zostało po ostatniej wojnie, którzy nie mogą znaleźć pracy. Dlaczego wy im chleb odbieracie?»

«Proszę mi wierzyć, pisze dzielny ten pracownik polski, że nie tylko mnie zadawano takie pytania ale i wielu innym, jak to słyszałem z ust polaków. Z jednej strony, to mnie zawstydzają, gdy mnie posadzają o brak patriotyzmu, a z drugiej strony doskonale widzę «przychylność» i dobre dla nas usposobienie robotnika francuzkiego. Ale cóż, na razie, nic zrobić nie mogę. Może by Pan w jakim artykule wziął nas w obronę?..»

Trudno, trudno odpowiedzieć dzielnemu pracownikowi polskiemu.

Robotnicy francuscy nie wiedzą o tem, że u nas powołano tylko armję ochotniczą, że do tej armji nie wezwano wcale ochotników, przebywających zagranicą, że, co więcej, zabroniono wogóle przyjmować ochotników, którzy w państwach takich, jak Francja, związani są umowami lub kontraktami. Robotnik francuski nie rozumie, że przecież polscy pracownicy nie odbierają mu chleba, bo i dzisiaj Francja cierpi ciągle na brak rąk do pracy, że, jeżeli w pewnych działach brak jest wolnych miejsc, brak zajęcia dla francuskich pracowników, to nie wskutek przyjazdu polaków, lecz wskutek ogólnego zastoju powojennego i nieuruchomienia dostatecznego całego przemysłu Francji. Polacy tutaj pracują ciężko, wykonywują prace takie bodaj przedewszystkiem, których rzemieślnik francuski, francuski robotnik nie chce sięjąć.

Nie tylko w obronę gorącą i serdeczną wzięliśmy naszych pracowników, lecz i z całych sił będziemy starali się oddziaływać na sprostowanie błędnej opinji.

NEKROLOGJA

W ubiegłym tygodniu zmarł w Paryżu Konstanty książę Radziwiłł, wieloletni członek Kolonji polskiej w Paryżu, prezes Zarządu Zakładu św. Kazimierza i tegoż Zakładu dobroczynca. Ś. p. Konstanty Radziwiłł pochodził z linii z Poloneczka, był synem Konstantego i Adeli z Karnickich, poślubił Zofję Marię Blanc. Pozostawił córkę księżną Doudeauville i syna Leona, oficera wojsk francuskich czasu wojny a ostatnio majora, biorącego udział w organizacji Armji polskiej we Francji.

W Warszawie zmarła znana a utalentowana bardzo artystka - pianistka, Katarzyna Jaczyńska.

W dwa dni po zgonie ś. p. Konstantego księcia Radziwiłła, dnia 9 września, zmarła księżna Dominikowa Radziwiłłowa, małżonka brata zmarłego, właściciela obszernych posiadłości pod Krakowem.

Zwłoki księcia Konstantego i księżny Dominikowej spoczęły w grobach rodzinnych w Ermenonville, departamencie Oise.

KRONIKA

Wiadomości Kościelne.

W niedzielę siedemnastą po Zielonych Świątkach, dnia 19 września, odprawione zostanie nabożeństwo z kazaniem polskiem, w kaplicy w. Kazimierza, na rue du Chevaleret, 119, o godzinie 9 zrana.

Nabożeństwo żałobne

W poniedziałek, dnia 20 września, o godzinie 11 zrana, odprawione będzie, w Kościele Polskim, przy ulicy Saint-Honoré 263 bis, nabożeństwo żałobne za duszę ks. Dominikowej Radziwiłłowej.

W sprawie wysyłki pieniędzy do Polski.

Banque Française pour le Commerce et l'Industrie (17 rue Scribe) komunikuje, że nadal nie będzie przyjmował pieniędzy do wysyłki do Polski, jak to czynił dotąd. Bank zawiadamia nas, że wysyłka ta przyczyniała mu zbyt wiele kłopotów a nawet przykrości a to z uwagi na to, że wysyłający pieniądze, często słabo obznajmieni z manipulacjami bankowymi, przesyłali Bankowi adresy niedokładne, błędne, nieczytelne, zasypując równocześnie Instytucję tę listami pisanymi po polsku, z którymi nawet polacy nie zawsze mogli sobie dać radę. Błędy popełniane przez wysyłających pieniądze, w następstwie, przyczyniały Bankowi reklamacji, skarg i inwektyw nawet, wobec których Banque Française, podjąwszy się zresztą pośrednictwa dla dobra wspólnej sprawy dwu narodów, bez korzyści dla siebie, postanowił przerwać całkowicie wszelkie operacje przekazowe na Polskę, w dotychczasowej ich formie.

Do oświadczenia tego możemy dodać od siebie, że istotnie sprawcami opóźnień i przyczyną jedyną wnoszonych przez się skarg byli ciągle nieopatrzni wysyłający, którzy, nie znając się na manipulacjach bankowych, nie umiejąc podać nawet własnego adresu dokładnie, powodowali sami zamęt nie do opisania. Udzielane przez nas wskazówki słabo działały a przedewszystkiem nie dosięgały takich, którzy, dowiedziawszy się

z ust trzecich o czemś... sami wszystko i odrazu wiedzieli. Tak, naprzykład, oglądaliśmy na własne oczy przekazy nie tylko poprzekęcane, nie tylko nie wiadomo od kogo pochodzące ale wyposażone odrazu w druk deklaracji polskiej, która winna być wysyłana wprost do Warszawy...

Banque Française działał tutaj, jako zastępca potężnego a zacnego naszego Banku Związku Spółek Zarobkowych. Ten ostatni, o ile nam wiadomo, zorganizuje jaknajszybciej inaczej swoją manipulację przesyłkową.

Z ubiegłej niedzieli.

Jak nam donosi ks. prałat Postawka, zebrana w Kościele polskim, podczas ostatniego nabożeństwa składka na rzecz rannych polaków, przyniosła 708 Fr. 55 cent.

Osobiste.

Posel Rzeczpospolitej powrócił z Warszawy w ubiegłym już tygodniu.

Minister Grabski z ministrem Strasburgierem prowadzą dalej układy w sprawach handlowo-przemysłowych.

Dr. Koral, który był wysłany do Warszawy, jako delegat Generalnego Towarzystwa Więzi i Francuskiego prawa porównawczego, do Komisji Kodyfikacyjnej polskiej, powrócił do Paryża. Sprawozdanie szczegółowe p. K. przedłoży Uniwersytetowi, na początku roku szkolnego.

Poszukujemy.

Poszukujemy przebywającego we Francji Leona Jakubowskiego, o którego zapytuje przez Konsulat w Strasburgu, brat rodzony Feliks Jakubowski, celnik na dworcu w Zbąszynie.

Otrzymał list polecony dla Ratajczaka.

Prosimy interesowanych o zgłoszenie się do Redakcji, osobiście lub pisemnie.

Sprawozdanie Delegacji Czerwonego Krzyża.

Składki nadesłane do Delegacji Czerwonego Krzyża Polskiego 4, rue de Chanaleilles, w Paryżu, po koniec Sierpnia, 1920 r. Pracownicy polscy z obczów: Babaume 572 fr. — Beaulieu 507 fr. 50 cent. — Baralle 283 fr. 50 cent. — Carmaux 256 fr. 50 cent. — Lechelle 222 fr. — Beurieux 220 fr. — Flavy le Martel 180 fr. — Spincourt 161 fr. 55 — Sissonne 139 fr. — Farbus 125 fr. — Vitry en Artois 185 fr. — Lorette 40 fr.

Znaczniejsze datki złożyły następujące osoby: Hr. Leon Ostroróg 1,000 fr. Przyjaciółka Polski, całą swoją miesięczną pensję, 600 fr. — Banque des Pays du Nord 200 fr. — Dyrektor Banku p. Buson 50 fr. — Przewielebny ks. Prałat Postawka, składkę w Kościele Misji Polskiej w dniu 15/8, 150 fr. — P. M. Flinikowski 120 fr. — PP. Ludwikowie Biernawscy 100 fr. — P. Stanisław Brandys 100 fr. — PP. Aleksandrowicz-Peria 50 fr. Drobniejsze datki wynoszą 610 fr.

Ogólny dochód za miesiąc Sierpień wynosi 5,872 fr. i 350 Mp., za które to ofiary łaskawym ofiarodawcom Bóg zapłać składa Delegacja Czerwonego Krzyża Polskiego.

Pracownicy polscy w Bapaume.

Delegacja Polskiego Czerwonego Krzyża prosi nas o ogłoszenie, iż otrzymała od pracowników polskich w Bapaume, departament Pas-de-Calais, następujące ofiary: Boudjenah, Commandant du camp 10 fr. — Sliwka, Adjoint 10 fr. — Osiak 5 fr. 50 cent. — Dambrot, interprète, 0 fr. 50 cent. — Majski 50 fr. — Rychlik 20 fr. — Niemirski 20 fr. — Miniszewski 20 fr. — Szuba 5 fr. 50 cent. — Guzowski 10 fr. — Swieboda 10 fr. — Łapczyński 5 fr. — Gałkowski 5 fr. — Isaak 5 fr. — Ciemniński 5 fr. — Jabłoński 3 fr. — Cichocki 2 fr. — Skiba 3 fr. — Raszewski 2 fr. — Baczkowski 10 fr. — Ofiara 10 fr. — Przybyłowski 5 fr. — Zach 5 fr. — Krzywiński 5 fr. — Młotkowski 10 fr. — Adamczyk 10 fr. — Tomczuk 20 fr. — Paprocki 5 fr. — Skibiński 5 fr. — Rugler 5 fr. — Banasik 3 fr. — Michalak 3 fr. — Włodarczyk 5 fr. — Malewski 20 fr. — Czarnecki 5 fr. — Korczykowski 15 fr. — Patuska 20 fr. — Seliga 5 fr. — Witkowski 5 fr. — Gontarczyk 5 fr. — Polus 5 fr. — Prager 5 fr. — Serafiński 5 fr. — Olszewski 5 fr. — Pawelec 10 fr. — Nizioł 10 fr. — Stelmach 1 fr. 50 cent. — Liszer 10 fr. — Laskowski 5 fr. — Strag 2 fr.

Pracownicy polscy z Lechelle, w departamencie Somme: złożyli na Cz. K.:

Szelong 5 fr. — Ślusarczyk 5 fr. — Lipiński 5 fr. — Kozera 5 fr. — Michalski 5 fr. — Cieślak 5 fr. — Borowski 5 fr. — Michalak 5 fr. — Olechowicz 5 fr. — Sliwiński 5 fr. — Gajewski 5 fr. — Niedziadek 5 fr. — Gach 5 fr. — Sochaczewski 5 fr. — Sosnowski 5 fr. — Ostrowski 5 fr. — Małyszko 5 fr. — Jędrzejewski 5 fr. — Pawlikowski 5 fr. — Kwietniewski 5 fr. — Lubański 5 fr. — Godlewski 5 fr. — Luźniak 5 fr. — Kossowski 5 fr. — Krawczyk 5 fr. — Gródka 5 fr. —

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski

w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.

Przechowywanie i przerabianie futer.

Ceny umiarkowane.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité. Exposition permanente de tableaux.

103, boulevard du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY do POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych. — uskutecznią jedynie.

Bank

dla Handlu i Przemysłu w Warszawie

Agencja w Paryżu

2, rue Grétry (od 1 Października: 36, rue de Châteaudun)

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Liczne listowne podziękowania świadczą, że jedynie Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie potrafił dotąd przesłać PIENIĄDZE NAJSZYBCIEJ I NAJTAJNIEJ Z ZUPEŁNĄ GWARANCJĄ PUNKTUALNEGO DORECZENIA.

Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie specjalną roztoczył opiekę nad przekazami KLASY PRACUJĄCEJ

Doktor J. MALINIAK

b. Asystent paryskich szpitali miejskich Przyjmuje chorych Polaków 6, rue Piccini (metro Etoile). Telef: 53-13—47 11, we wtorki, czwartki i soboty od 1½ do 3 popołudniu, i na wyznaczono rendez-vous.

Wawer 5 fr. — Kutulowski 5 fr. — Kaniewski 5 fr. — Rodowski 5 fr. — Szymczak 5 fr. — Rozenberg 5 fr. — Turczyński 5 fr. — Wojciechowski Adam 5 fr. — Bienkowski 5 fr. — Kukulki 5 fr. — Cukiermann 5 fr. — Marczak 5 fr. — Beta 5 fr. — Hans 5 fr. — Wojciechowski Józef 5 fr. — 17 fr. Ofiara przyjaciół Czerw. Krzyża Polsk.

Pracownicy polscy z Flavy-le-Martel, departamentu Aisne: złożyli na Cz. K.

Moneczka 10 fr. — Lisiecki 10 fr. — Konecki 5 fr. — Tyl 10 fr. — Wieczorek 10 fr. — Urbaniak 10 fr. — Laskowski 5 fr. — Wasiak 5 fr. — Niewiadomski 10 fr. — Latosiński 5 fr. — Augustyniak 10 fr. — Grzesiak 10 fr. — Zaczek 5 fr. — Wysocki 5 fr. — Baleja 5 fr. — Styczyński 5 fr. — Wojciechowski 5 fr. — Sienniecki 5 fr. — Klocek 5 fr. — Jacek 5 fr. — Grabowski 5 fr. — Kopeć 5 fr. — Pawłowski 10 fr. — Barcikowski 5 fr. — Kwiatkowski 5 fr. — Bedyk 5 fr. — Nalazek 5 fr.

Express Telegraphe de l'Est.

Pod taką firmą została otwarta polska Agencja telegraficzna, której biura mieszczą się przy ulicy Helder, 12.

Agencja ta będzie obsługiwała cały Zachód Europy telegramami ze Wschodu i, vice-versa, Wschód wiadomościami z Zachodu wogóle a z Francji w szczególności. Express Telegraphe de l'Est posiada swych przedstawicieli i korespon-

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél. : Elysée 21-46

CAFÉ DE LA ROTONDE Rendez-vous Artystów Ma-
105, boulevard larzy, Rzeźbiarzy, Muzyków,
Montparnasse Literatów Polskich i polskiej
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

LEÇONS DE POLONAIS Excellente mé-
thode. Progrés
rapides. S'adresser 3 bis, rue Emile Allez.
Paris 17^e (metro : Champerret ou Porte-Maillot).

dentów nie tylko w Polsce, lecz i we wszystkich
ważniejszych stolicach.

Na czele Agencji paryskiej stoi wytrawny,
znany i popularny dziennikarz warszawski, p.
Z. J. Naimski, wieloletni współpracownik «Kur-
jera Warszawskiego».

◊ **Przenosiny Banku dla Handlu i Prze-
mysłu.**

Ajentura paryska warszawskiego Banku dla
Handlu i Przemysłu przeprowadza się do nowej
własnej a pięknej siedziby (na ulice Chateaudun,
36) dopiero w dniu pierwszym października, po-
dotąd należy zwracać się jeszcze na ulicę Grétry, 2.

Kilkodniowe opóźnienie wynikało wskutek in-
tencji, aby przeprowadzić się do całkowicie już
wykończonego lokalu.

◊ **Komitet Obywatelski Pomocy dla
Ofiar Wojny.**

Ubiegłej soboty odbyło się zebranie konstytu-
cyjne Komitetu Obywatelskiego Pomocy dla
Ofiar wojny w Polsce, w sali des Hautes Etudes
Sociales, pod przewodnictwem p. Marii Szeligi.
Tymczasowy Zarząd zdał sprawę ze swej działal-
ności, której rezultat przedstawił skarbnik Zar-
ządu. Pierwsze składki dały już sumę 850 Fr.
na rzecz ofiar wojny. Projekt statutu, przygo-
towany przez p. Szklarskiego, został, większo-
ścią głosów, przyjęty. Po ożywionej dyskusji, w
której brali udział, oprócz członków Zarządu
tymczasowego, pp. minister Jurystowski, Jak-
ubowski, pani Kudlicka (członek Amerykańskiego
Czerwonego Krzyża), Guttmayer, pani Drzewiec-
ka, Romer, St. Bornstein, dyrektor Ajentury
Banku dla Handlu i Przemysłu, Smogorzewski i
inni, zgromadzenie przedłużyło mandat tymcza-
sowemu Zarządowi, wybierając, jako nowych
członków do Zarządu, przez aklamację, panią
Kudlicką, baronową Taube, i pp: dra. Motza.
Rótszata, Wielhorskiego i Smogorzewskiego.
Do Komisji nadzorczej powołano pp: Władysława
Mickiewicza, Bohdana Nałęcz - Chełmickiego,
konsula generalnego, i barona Gustawa Taube.
Dwaj członkowie Zarządu tymczasowego pp: A.
Szklarski i S. Jesionowski, skarbnik, mandatów
swoich się zrzekli i z Zarządu ustąpili.

P. minister Jurystowski ofiarował dla przys-
łych walnych zgromadzeń Komitetu i zebrań Zar-
ządu salę w lokalu poselstwa polskiego. Siedziba
pozostaje nadal w siedzibie Związku Polek
3 bis, rue Emile-Allez, Paris 17.

Podkreślamy dodatni fakt, iż, po raz pierwszy,
pracą społeczno-narodową Kolonji Polskiej w
Paryżu zainteresowało się bezpośrednio nasze
urzędowe przedstawicielstwo. Może w ten spo-
sób lody obojętności zostaną przełamane a tem
samem nie tylko Kolonja ale i przedstawiciel-
stwo poczuje się silniejszym.

◊ **Nasze nalepki.**

W przyszłym tygodniu otrzymamy już nalep-
ki z Białym Orłem, kształtu gdańskiego, z odpo-
wiednimi napisami, w artystycznym, pięknym
wykonaniu...

Nalepki te rozesłemy nadewszystko tym, któ-
rzy przez przyczynienie się do naszego Funduszu
Propagandy, umożliwili nam to kosztowne a tak
pożyteczne wydawnictwo...

Pierwsza serja naszych nalepek wynosi sto
tysięcy egzemplarzy.

Druga, do której niebawem przystąpimy, wy-
niesie dwieście tysięcy sztuk...

Nadpisy są proste, francuskie, mówią one do-
słownie... «Kto miłuje Polskę, — ten Francje
miłuje»...

Nalepki te można zamawiać natychmiast, sto
sztuk kosztuje 2 fr.; z przesyłką pocztową 2 fr.
35 cent. Tysiąc sztuk kosztuje 17 fr. 50 cent; —
z przesyłką pocztową 18 fr. 25 cent.

Każdy list, każda posyłka winna być zaopatrzo-
na w tą nalepkę artystyczną propagandową.

BANKdla HANDLU i PRZEMYSŁU
w WARSZAWIE

Kapitał akcyjny 43.200.000 Mp. — Rezerwy około 7.000.000 Mp.

Instytucja centralna : WARSZAWA, ul. Traugutta, 8.

ODDZIAŁY I AGENTURY : Warszawa, Biała podlaska, Białystok, Brześć-Litewski, Drohobycz
Grajewo, Lwów, Łomża Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów,

AGENCJA W PARYŻU2, rue Grétry Paris (2^e)

Telefon : Gutenberg 47-45. Adres telegraficzny : **Bankvarab.**
dokonywa wszelkich czynności bankowych na **najkorzystniejszych warunkach**; wydaje
bezpośrednio, po najlepszym kursie dnia, **przekazy pieniężne** na wszystkie miejscowości
Kraju i zagranicy; **wypłaca pieniądze telegraficznie**; otwiera **rachunki czekowe**
i płaci od wkładów, a vista **3 1/2 %** w stosunku rocznym; załatwia **inkaso** frachtów,
weksli, trat, konosamentów, kuponów i t. d.; wykonywa **zlecenia giełdowe**; udziela bez-
płatnie wszelkich informacji, celem popierania wzajemnych stosunków handlowych między
Francją a Polską.

Compagnie Générale Transatlantique
PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących Iej,
IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Blższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

HENRYK HUT wielki wybór wyrobów
Kusnierskich
66, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

BANQUE FRANÇAISE

pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE

Capital 60 Millions — 17, RUE SCRIBE - PARIS

PRINCIPALES OPERATIONS

Dépôts de Fonds avec intérêt — Compte de
Chèques — Garde Titres — Lettres de Crédit —
Vente et achat de monnaies — Change — Déliv-
rance de chèques sur tous pays — Location de
coffres-forts.

MUZYCZY AMATORZY poszukiwani są zaraz do
organizującej się orkiestry. Zgłoszenia pisemne nadsyłać: Mr. Rembelski,
3, rue Fourcy, Paris (IV^e). Dla kapelmistrza.

**PIERWSZORZĘDNY ZAKŁAD
KRAWIECKI MĘZKI**

E. KUCHARSKI

48, rue Richelieu, Paris

Krój wytworny. — Wykończenie staranne.

Ostatnie modele.

Ustępstwo od cen dla Rodaków.

"AU MONT-BLANC" HOTEL i
RESTAURACJA
POLSKA, 2, avenue Gilbert, stacja kolejowa
Champigny. Dojazd z dworca « Bastille » lub
tramwajem od stacji Metro « Vincennes ».

Wyborowa kuchnia. Piękny ogród. Miejsco-
wość uroczą. Muzyka i Tańce. Jedyne miejsce
do wycieczek. Ceny b. umiarkowane.

Właściciel Stefan Kniat.

EXPORT-UNION

KONCESJONARJUSZE FABRYK

26, rue Richer w Paryżu — Tel. { Louvre 04-74
Bergère 38-98
56-58, Allées de Meilhan w Marsylii — Tel. 42-25

PRODUKTY CHEMICZNE

dla przemysłu : lakierniczego, malarskiego,
kautukowego, papeteryjnego, blicharskiego.

Siarka, Boraks, Gumy Lakowe,
Skoncentrowany Siarek Sodowy, Wyciąg
Kompesowy, Alun Chromowy,
Dwuchromian Sodowy.

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

BANQUEpour le COMMERCE et l'INDUSTRIE
à VARSOVIE

Kapitał akcyjny 43.200.000 Mp. — Rezerwy około 7.000.000 Mp.

Instytucja centralna : WARSZAWA, ul. Traugutta, 8.

ODDZIAŁY I AGENTURY : Warszawa, Biała podlaska, Białystok, Brześć-Litewski, Drohobycz
Grajewo, Lwów, Łomża Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów,

AGENCJA W PARYŻU2, rue Grétry Paris (2^e)

Telefon : Gutenberg 47-45. Adres telegraficzny : **Bankvarab.**
dokonywa wszelkich czynności bankowych na **najkorzystniejszych warunkach**; wydaje
bezpośrednio, po najlepszym kursie dnia, **przekazy pieniężne** na wszystkie miejscowości
Kraju i zagranicy; **wypłaca pieniądze telegraficznie**; otwiera **rachunki czekowe**
i płaci od wkładów, a vista **3 1/2 %** w stosunku rocznym; załatwia **inkaso** frachtów,
weksli, trat, konosamentów, kuponów i t. d.; wykonywa **zlecenia giełdowe**; udziela bez-
płatnie wszelkich informacji, celem popierania wzajemnych stosunków handlowych między
Francją a Polską.

ANTIQUITES & OBJETS D'ART
J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne,
brzozy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

Wywóz - Pośrednictwo

LECZIŃSKI & C^{ie}

664, San Martin | 67, rue de la Victoire

BUENOS-AIRES | **PARIS**

Républ. ARGENTINE | Telefon : CENTRAL 07-74

Udziela wszelkich informacji i podej-
muje się wszelkich zakupów w Argentynie
jako to : Skór, Wełny, Mięsa mrozo-
nego i t. d.

BIENENFELD JACQUES**KUPEJE :** Perły, Drogie Kamienie,
Bizuterje okazyjne.**PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62**

Téléph. : CENTRAL 90-10

LE GÉRANT : P. NEVEU